

ERC/04/REP

RAPPORT

**Montpellier (France),
5 – 7 mai 2004**

**Vingt-quatrième
Conférence régionale
de la FAO
pour l'Europe**

RAPPORT

de la

**CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO
POUR L'EUROPE**

**Vingt-quatrième session
Montpellier (France), 5 - 7 mai 2004**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 2004**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	v-x
	Paragraphes
INTRODUCTION	1-2
Cérémonie d'ouverture	3-4
Élection du Président et des Vice-Présidents et désignation du Rapporteur	5-7
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	8
Déclaration du Directeur général	9
Suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation et au <i>Sommet mondial de l'alimentation: Cinq ans après</i>	10-17
Sécurité sanitaire et qualité des denrées alimentaires en Europe	18-24
Recherche agricole: son rôle et sa contribution au développement rural durable	25-31
Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région, l'accent étant mis sur la pauvreté rurale	32-35
Rapport sur les activités de la FAO dans la région	36-48
Année internationale du riz: 2004	49-50
Programme visant à combler le fossé numérique en milieu rural de façon à lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté	51-54
Initiative visant à mettre à jour les stratégies et les politiques nationales en matière d'agriculture, de développement rural et de sécurité alimentaire	55-57
Date, lieu et thème principal de la vingt-cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe	58-61
Autres questions	62-63
Adoption du rapport	64
Clôture de la Conférence	65-66
 ANNEXES	
A. Liste des participants	
B. Ordre du jour	
C. Allocution du Directeur général	
D. Déclaration générale du représentant de la Consultation ONG/OSC relative au suivi du Sommet mondial de l'alimentation et du <i>Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après</i> et à la promotion du droit à l'alimentation	
E. Déclaration générale du représentant de la Consultation ONG/OSC relative à la Sécurité sanitaire et la qualité des aliments en Europe	
F. Déclaration générale du représentant de la Consultation ONG/OSC relative à la Recherche agricole et souveraineté alimentaire	

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation et au Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après

À l'attention des gouvernements

La Conférence a souligné:

1. Le contrôle périodique des mesures prises en vue d'atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la faim et la malnutrition (par. 15 a));
2. La mise en valeur du secteur agricole en tant que moteur de la croissance économique est un élément clé de la lutte contre la pauvreté, indispensable pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (par. 15 b));
3. Les stratégies de développement nationales doivent accorder la priorité au développement rural et à la sécurité alimentaire (par. 15 d));
4. Il est indispensable de renforcer la compétitivité des secteurs agricole et non agricole, afin d'augmenter les revenus dans les zones rurales (par. 15 e));
5. La bonne gouvernance, le renforcement des capacités des gouvernements et des administrations, ainsi que la prévention des conflits sont des facteurs indispensables de la sécurité alimentaire (par. 15 g));
6. Les éléments suivants sont nécessaires: droits fonciers, marchés fonciers, environnement propice aux entrepreneurs des zones rurales, accès aux marchés, crédit, informations relatives aux marchés, services consultatifs et infrastructures adéquates (par. 15 i));
7. Il est important de ratifier et d'appliquer le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en tant que mécanisme favorisant la préservation des ressources phytogénétiques et le partage des bénéfices (par. 15 q)).

À l'attention de la FAO

La Conférence a souligné:

8. Les activités tant normatives qu'opérationnelles de la FAO dans la région Europe, à l'appui de l'assistance en matière de politique et du renforcement des capacités sont nécessaires (par. 15 p));
9. Le rôle de premier plan assumé par la FAO au sein du Partenariat de collaboration sur les forêts et l'appui des Conférences ministérielles sur la protection des forêts européennes, ainsi que du Groupe intergouvernemental sur les forêts/Forum intergouvernemental sur les forêts (par. 15 r)).

Sécurité sanitaire et qualité des denrées alimentaires en Europe

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

10. A réaffirmé que la sécurité sanitaire des aliments était un droit universel et non négociable (par. 20 a));
11. A entériné les recommandations approuvées lors de la Conférence paneuropéenne FAO/OMS sur la sécurité sanitaire et la qualité des denrées alimentaires (Budapest, 2002) (par. 20 b));
12. Est convenue que la qualité des denrées alimentaires ne se limitait pas à leur sécurité sanitaire, mais impliquait également des caractéristiques nutritionnelles et une valeur ajoutée, comme le type de production (axée sur la protection de l'environnement, la protection des animaux et la biodiversité) et les zones de production (appellation d'origine) (par. 20 c));
13. Est convenue que les produits traditionnels et les appellations d'origine, qui doivent faire l'objet d'un contrôle minutieux, étaient susceptibles de stimuler l'emploi dans les zones rurales et d'être un facteur de développement rural, tant dans les pays développés que dans les pays en développement (par. 20 d));
14. A souligné que les systèmes de contrôle et une ligne de conduite axée sur l'analyse des risques pouvaient contribuer à améliorer la sécurité sanitaire des denrées alimentaires (par. 20 g)).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

15. A souligné l'importance de l'assistance technique apportée par la FAO en matière de renforcement des capacités relatives à la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, en vue de se conformer aux normes alimentaires internationales (par. 21);
16. A demandé à la FAO d'aider à mettre l'accent sur l'évaluation de la composition des denrées alimentaires, qui est une nécessité première, notamment concernant la composition des aliments traditionnels, afin d'en garantir la qualité et l'équilibre nutritionnel et de parer aux maladies liées à une mauvaise nutrition (obésité, surcharge pondérale, malnutrition) (par. 24).

Recherche agricole: son rôle et sa contribution au développement rural durable

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

17. A confirmé l'accent mis sur l'agriculture et le développement rural durable, selon les besoins des communautés rurales et leur importance pour l'ensemble de la société (par. 27 a));
18. A reconnu les différents rôles de l'agriculture, ainsi que l'importance d'un secteur agricole compétitif (par. 27 b));
19. A reconnu la nécessité d'élargir la recherche agricole pour y inclure des questions de développement rural, ainsi que l'évaluation de l'impact de la Politique agricole commune révisée (PAC) et pour mener des recherches plus interdisciplinaires (par. 27 c));
20. A confirmé qu'il convenait de réitérer l'accent mis sur le développement agricole et rural dans l'aide fournie aux pays en développement afin de réduire la pauvreté et la faim (par. 27 d));
21. A souligné la nécessité d'accorder une attention particulière à la relance de la recherche agricole et d'accroître les ressources correspondantes pour les nouveaux pays membres de l'UE et les pays de la CEI, afin d'assurer le développement de l'agriculture (par. 27 e));
22. A reconnu le rôle des réseaux européens de recherche et a instamment appelé à recentrer ces réseaux afin d'encourager une recherche multidisciplinaire appuyant le développement rural durable dans toute l'Europe (par. 27 f));
23. A noté que les nouveaux pays membres pourraient aider à coordonner la collaboration future de l'UE avec les pays des Balkans et de la CEI en matière de recherche et de technologie (par. 30).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

24. A demandé à la FAO d'aider à surveiller la durabilité des réseaux européens de recherche et d'appuyer les pays d'Europe centrale et orientale et ceux de la CEI pour leur permettre d'établir des liens avec les réseaux internationaux et de bénéficier de la collaboration internationale en matière de recherche agricole (par. 28);
25. A noté la nécessité de fournir un appui complémentaire aux nouveaux pays membres de l'UE pour les aider à restructurer leurs instituts de recherche et à introduire une recherche privée (par. 30).

Rapport sur les activités de la FAO dans la région, 2002-03

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

26. A exhorté les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à se doter d'un Comité national du Codex (par. 41);
27. A souligné que le renforcement du système foncier favorisait le développement agricole et rural (par. 42).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

28. A souligné que les activités menées par la FAO dans la région Europe jouaient un rôle considérable en aidant un certain nombre de pays à relever les défis que leur posait le développement agricole et rural (par. 37);
29. S'est déclarée satisfaite de la collaboration accrue de la FAO avec d'autres organisations internationales, ainsi que de sa coopération avec des ONG européennes et a demandé que cette collaboration se poursuive et soit renforcée (par. 38);
30. A instamment prié la FAO de renforcer ses activités découlant du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (par. 39);
31. A souligné que la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse aidait utilement les pays européens à lutter contre cette grave maladie transfrontière (par. 40);
32. S'est félicitée des activités de la FAO dans le domaine de la gestion des terres et des ressources naturelles en général (par. 42);
33. A souligné l'importance de l'assistance en matière de politiques et de capacités institutionnelles et s'est félicitée des activités de la FAO dans ce domaine (par. 43);
34. S'est félicitée des activités entreprises par la FAO dans le domaine des pêches et de la foresterie (par. 44);
35. A fait siennes les recommandations figurant dans le document visant le renforcement de la production agricole par la promotion d'activités non agricoles génératrices de revenus, dans le cadre du développement rural intégré, y compris le développement au niveau local et l'assistance aux politiques à ce niveau (par. 45);
36. S'est félicitée de l'attention portée aux questions d'actualité, telles que l'agriculture biologique, les biotechnologies et la biosécurité, ainsi que l'assistance aux pays en transition en vue de leur intégration à l'UE (par. 45).

**Programme visant à combler le fossé numérique en milieu rural
de façon à lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté**

À l'attention des gouvernements

La Conférence a souligné les points suivants:

37. Il convient d'accorder une attention accrue aux groupes vulnérables afin d'éviter qu'ils ne soient exclus (par. 52 a));
38. Les technologies de l'information et de la communication représentent un outil puissant de lutte contre la pauvreté et permettent non seulement de renforcer la sécurité alimentaire en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais également de promouvoir, à l'échelle locale, la démocratie, la transparence et l'obligation de rendre compte (par. 52 b));
39. Il convient d'appliquer les technologies de l'information et de la communication en assurant une collaboration étroite entre les différents intervenants (par. 52 c)).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

40. A souligné que la FAO devrait axer ses activités sur des domaines représentant un avantage comparatif et les coordonner de manière judicieuse avec d'autres organismes des Nations Unies, au sein du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) (par. 52 e));
41. A instamment invité les donateurs et les organisations internationales, y compris la FAO, à contribuer à combler le fossé numérique en intégrant leurs activités dans des cyberstratégies nationales, dans le cadre des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté (par. 54).

**Date, lieu et thème principal de la vingt-cinquième Conférence régionale pour
l'Europe**

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

42. S'est félicitée de l'offre renouvelée par la délégation de la Lettonie d'accueillir sa prochaine session, ainsi que de l'offre de la délégation de l'Autriche d'accueillir la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Europe (par. 58).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

43. A demandé que ces offres soient transmises au Directeur général pour qu'il prenne une décision en consultation avec les membres de la région (par. 58);
44. A approuvé à l'unanimité la déclaration de la délégation de l'Irlande selon laquelle, compte tenu de l'élargissement récent de l'Union européenne et des changements en cours dans cette région élargie, la Communauté européenne et ses 25 États Membres estiment que le moment est venu de réévaluer les objectifs et le cadre d'ensemble de la Conférence régionale pour l'Europe, ainsi que de la Commission européenne d'agriculture (ECA) (par. 59);
45. Est convenue que le Comité exécutif de la Commission européenne d'agriculture serait chargé d'examiner la manière dont les futures conférences devraient être organisées, en vue de soumettre les changements proposés à l'examen du Groupe régional européen durant les préparatifs de la prochaine (vingt-cinquième) Conférence régionale pour l'Europe (par. 60);
46. Est convenue en outre que le Comité exécutif examinerait comment la Conférence régionale pour l'Europe pourrait répondre au mieux aux besoins de ses membres et s'adapter davantage aux changements en cours dans la région Europe (par. 61);
47. A souligné que la Conférence régionale pour l'Europe devrait continuer à promouvoir des débats sur des thèmes intéressant l'ensemble de la région européenne et à mobiliser une nombreuse participation (par. 61).

INTRODUCTION

1. La vingt-quatrième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe s'est tenue à Montpellier (France), du 5 au 7 mai 2004, à l'invitation du Gouvernement français.
2. La liste des participants est jointe au présent rapport à l'Annexe A.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

3. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, le Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, a remercié le Gouvernement français de son hospitalité et l'a félicité des installations remarquables mises à la disposition de la Conférence.
4. M. Alain Pierret, Président du Comité interministériel de l'agriculture et de l'alimentation, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Gouvernement français et a annoncé que M. Hervé Gaymard, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, n'était malheureusement pas en mesure d'assister à la cérémonie. Il a souligné l'importance de cette conférence dans le contexte de l'Europe nouvellement élargie, dans laquelle le secteur rural continuait à jouer un rôle clé, et a évoqué la longue tradition agricole de la France. Le Président a indiqué que l'ordre du jour de la Conférence comportait des éléments d'une importance majeure pour la région et pour le pays.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS ET DÉSIGNATION DU RAPPORTEUR

5. La Conférence a élu à l'unanimité la délégation de la France à la présidence.
6. Les délégués des pays suivants ont été élus vice-présidents:
 - Irlande
 - Turquie
 - Ukraine.
7. M. Francisco Martínez Arroyo, Représentant permanent adjoint de l'Espagne auprès de la FAO, a été élu Rapporteur.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER

8. La Conférence a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe B du présent rapport, ainsi que le calendrier de la session.

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

9. Le Directeur général s'est adressé à la Conférence. Le texte de sa déclaration est joint au présent rapport à l'Annexe C.

SUITE DONNÉE AU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION ET AU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: *CINQ ANS APRÈS*¹

10. Ce point a été présenté par le Secrétariat, qui a appelé l'attention sur les actions entreprises par la FAO en vue de lutter contre la pauvreté, sur la dimension de la sécurité alimentaire, ainsi que sur la nécessité de mettre en oeuvre des actions cohérentes et concertées pour la lutte contre la faim.
11. Des chefs de délégation ont pris la parole dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, ainsi qu'un représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe², qui a fait état des conclusions du débat de la Consultation sur cette question.
12. La Conférence s'est inquiétée de la lenteur des progrès réalisés concernant l'objectif, fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation, de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde avant 2015. Elle a constaté avec inquiétude que si le rythme de diminution actuel se maintenait, l'objectif risquait de ne pas être atteint.
13. La Conférence a noté que la Communauté européenne et ses États Membres avaient réaffirmé leur volonté d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.
14. La Conférence s'est félicitée de la confirmation de l'engagement de la Communauté européenne et de ses États Membres, soucieux de faire une large place à la lutte contre la pauvreté, par l'intermédiaire des institutions multilatérales.
15. La Conférence a souligné les points suivants:
 - a) Le contrôle périodique des mesures prises en vue d'atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la faim et la malnutrition.
 - b) La mise en valeur du secteur agricole en tant que moteur de la croissance économique est un élément clé de la lutte contre la pauvreté, indispensable pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.
 - c) L'importance d'une politique cohérente pour permettre d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.
 - d) Les stratégies de développement nationales doivent accorder la priorité au développement rural et à la sécurité alimentaire.
 - e) Il est indispensable de renforcer la compétitivité des secteurs agricole et non agricole, afin d'augmenter les revenus dans les zones rurales.
 - f) Les solutions axées sur la croissance économique et sur le développement durable sont d'une importance cruciale pour la lutte contre la pauvreté.
 - g) La bonne gouvernance, le renforcement des capacités des gouvernements et des administrations, ainsi que la prévention des conflits sont des facteurs indispensables de la sécurité alimentaire.
 - h) Il convient de tenir compte de l'impact du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire.

¹ ERC/04/3.

² Organisée à Montpellier les 3 et 4 mai 2004. L'intervention de cette Consultation est joint au présent rapport à l'Annexe D.

- i) Les éléments suivants sont nécessaires: droits fonciers, marchés fonciers, environnement propice aux entrepreneurs des zones rurales, accès aux marchés, crédit, informations relatives aux marchés, services consultatifs et infrastructures adéquates.
 - j) L'absence d'information sur la nutrition et les régimes alimentaires déséquilibrés sont à l'origine du double problème posé par la malnutrition et l'obésité.
 - k) Il convient de diffuser des informations exactes sur la nutrition et d'améliorer l'éducation dans ce domaine.
 - l) La coopération internationale et le soutien apporté au système multilatéral jouent un rôle décisif dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.
 - m) Une aide alimentaire efficace est indispensable, mais elle ne doit entraver ni la production ni les marchés à l'échelle locale et régionale.
 - n) L'équipe spéciale des Nations Unies chargée du problème de la faim et les activités du Groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un ensemble de directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale sont d'une importance primordiale.
 - o) La Déclaration de Maputo, formulée par l'Union africaine, marque une étape novatrice et symbolique, les pays s'engageant à consacrer au moins dix pour cent de leur budget national au secteur agricole.
 - p) Les activités tant normatives qu'opérationnelles de la FAO dans la région Europe, à l'appui de l'assistance en matière de politique et du renforcement des capacités, sont nécessaires.
 - q) Il est important de ratifier et d'appliquer le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en tant que mécanisme favorisant la préservation des ressources phytogénétiques et le partage des bénéfices.
 - r) Le rôle de premier plan assumé par la FAO au sein du Partenariat de collaboration sur les forêts et l'appui des Conférences ministérielles sur la protection des forêts européennes, ainsi que du Groupe intergouvernemental sur les forêts/Forum intergouvernemental sur les forêts ont été soulignés.
16. La Conférence s'est félicitée du document rédigé sur cette question, dans lequel sont présentées les principales causes de l'insécurité alimentaire dans la région Europe, notamment les catastrophes naturelles et anthropiques et les conflits, et a fait siennes les recommandations qui y sont formulées.
17. Les États Membres ont confirmé leur volonté d'atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation dans la région Europe.

SÉCURITÉ SANITAIRE ET QUALITÉ DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN EUROPE³

18. Ce point a été présenté par le Secrétariat, qui a exposé, dans leurs grandes lignes, les différents angles sous lesquels sont traités les concepts de qualité. L'importance d'informer les consommateurs et de les faire participer a été soulignée, ainsi que le rôle des secteurs public et privé en matière de contrôle des normes relatives à la qualité.

19. Des chefs de délégation ont pris la parole sur ce point, ainsi qu'un représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe⁴, qui a présenté les conclusions du débat sur cette question tenu lors de la Consultation.

20. Au cours des débats qui ont suivi, les États Membres:

- a) ont insisté sur le fait que la sécurité sanitaire des aliments était un droit universel et non négociable.
- b) ont entériné les recommandations approuvées lors de la Conférence paneuropéenne FAO/OMS sur la sécurité sanitaire et la qualité des denrées alimentaires (Budapest, 2002).
- c) sont convenus que la qualité des denrées alimentaires ne se limitait pas à leur sécurité sanitaire, mais impliquait également des caractéristiques nutritionnelles et une valeur ajoutée, comme le type de production (axée sur la protection de l'environnement, la protection des animaux et la biodiversité) et les zones de production (appellation d'origine).
- d) sont convenus que les produits traditionnels et les appellations d'origine, qui doivent faire l'objet d'un contrôle minutieux, étaient susceptibles de stimuler l'emploi dans les zones rurales et d'être un facteur de développement rural, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.
- e) ont noté que le régime alimentaire moyen actuel de la population européenne était loin d'être parfait (prévalence accrue de l'obésité) et que la promotion de la qualité, associée à une sensibilisation concrète, pouvait contribuer à améliorer la situation.
- f) ont souligné l'importance de la diffusion d'informations relatives à la qualité des denrées alimentaires, qui suppose la participation dynamique de tous les intervenants, du producteur au consommateur.
- g) ont souligné que les systèmes de contrôle et une ligne de conduite axée sur l'analyse des risques pouvaient contribuer à améliorer la sécurité sanitaire des denrées alimentaires.
- h) ont souligné la nécessité de définir le concept de traçabilité dans le contexte de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, en tant que facteur essentiel pour la santé des consommateurs.

21. Des délégués de pays hors Union européenne ont souligné l'importance de l'assistance technique apportée par la FAO en matière de renforcement des capacités relatives à la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, en vue de se conformer aux normes alimentaires internationales.

³ ERC/04/4, ERC/04/INF/10 et ERC/04/LIM/1.

⁴ L'intervention est jointe à l'Annexe E au présent rapport.

22. Il a été souligné qu'il était nécessaire de fixer des paramètres objectifs permettant de définir différents aspects de la qualité.
23. La Conférence a fait l'éloge de ce document⁵ et a fait siennes les recommandations qui y figurent concernant la sécurité sanitaire et la qualité des denrées alimentaires.
24. Il a été demandé à la FAO d'aider à mettre l'accent sur l'évaluation de la composition des denrées alimentaires, qui est une nécessité première, notamment concernant la composition des aliments traditionnels, afin d'en garantir la qualité et l'équilibre nutritionnel et de parer aux maladies liées à une mauvaise nutrition (obésité, surcharge pondérale, malnutrition).

RECHERCHE AGRICOLE: SON RÔLE ET SA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE⁶

25. Ce point a été présenté par le Secrétariat, qui a donné une vue d'ensemble du rôle de la recherche agricole dans le développement rural, ainsi que des enjeux et des tendances; il a souligné à ce propos la nécessité d'améliorer et de recentrer la recherche afin de mieux servir le développement rural durable en faveur d'une communauté rurale plus vaste.
26. Des chefs de délégation ont pris la parole sur ce point, ainsi qu'un représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe⁷, qui a fait état des conclusions du débat de la Consultation sur cette question.
27. Au cours des débats qui ont suivi, les États Membres:
- a) ont confirmé l'accent mis sur l'agriculture et le développement rural durables, selon les besoins des communautés rurales et ont souligné leur importance pour l'ensemble de la société.
 - b) ont reconnu les différents rôles de l'agriculture ainsi que l'importance d'un secteur agricole compétitif.
 - c) ont reconnu la nécessité d'élargir la recherche agricole pour y inclure des questions de développement rural, ainsi que l'évaluation de l'impact de la Politique agricole commune révisée (PAC) et pour mener des recherches plus interdisciplinaires.
 - d) ont confirmé qu'il convenait de réitérer l'accent mis sur le développement agricole et rural dans l'aide fournie aux pays en développement afin de réduire la pauvreté et la faim.
 - e) ont souligné la nécessité d'accorder une attention particulière à la relance de la recherche agricole et d'accroître les ressources correspondantes pour les nouveaux pays membres de l'UE et les pays de la CEI, afin d'assurer le développement de l'agriculture.
 - f) ont reconnu le rôle des réseaux européens de recherche et ont instamment appelé à recentrer ces réseaux afin d'encourager une recherche multidisciplinaire appuyant le développement rural durable dans toute l'Europe.

⁵ ERC/04/4

⁶ ERC/04/5 et ERC/04/5-Sup.1

⁷ L'intervention est jointe à l'Annexe F au présent rapport

28. La Conférence a demandé à la FAO d'aider à assurer le suivi de la durabilité des réseaux européens de recherche et appuyer les pays d'Europe centrale et orientale et ceux de la CEI pour leur permettre d'établir des liens avec les réseaux internationaux et de bénéficier de la collaboration internationale en matière de recherche agricole.

29. La Conférence a noté que la CE n'était pas d'accord avec le libellé du paragraphe 9 (Document ERC/04/5) concernant la durabilité de l'agriculture dominante, car ce libellé ne reflétait pas la situation actuelle, car des changements avaient déjà eu lieu dans l'utilisation des sols afin de favoriser la durabilité de l'agriculture.

30. La Conférence a également noté la nécessité de fournir un appui complémentaire aux nouveaux pays membres de l'UE pour les aider à restructurer leurs instituts de recherche et à introduire une recherche privée. Les nouveaux pays membres pourraient aider à coordonner la collaboration future de l'UE avec les pays des Balkans et de la CEI en matière de recherche et de technologie.

31. La Conférence a accueilli avec satisfaction et fait siens le rapport et ses recommandations sur la recherche agricole pour le développement rural.

EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA RÉGION, L'ACCENT ÉTANT MIS SUR LA PAUVRETÉ RURALE⁸

32. Ce point a été présenté par le Secrétariat qui a fait observer que la pauvreté avait augmenté en Europe et en Asie centrale au cours des années 90, tout en restant en général moindre que dans d'autres régions. Toutefois, dans les pays plus pauvres d'Europe, la pauvreté était aussi grave que dans les zones déshéritées des pays en développement. Dans la région Europe, la pauvreté se concentrait dans les Balkans occidentaux et dans la Communauté des États indépendants.

33. La délégation de la CE a fait observer que le document ne contenait pas de proposition spécifique visant à réduire la pauvreté dans la région. Il a également été noté que les effets de la croissance agricole sur la pauvreté dépendaient des liens existant au sein du secteur agricole, ainsi qu'entre l'agriculture et d'autres secteurs.

34. La Conférence a noté que la pauvreté était un phénomène plutôt répandu dans la région.

35. La Conférence a été informée des efforts déployés par les pays membres afin de réduire la pauvreté dans les zones rurales, moyennant un appui à l'agriculture et au développement rural.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION, 2002-03⁹

36. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le Secrétariat, qui a décrit les activités menées par la FAO dans la région Europe pendant l'exercice 2002-03.

37. La Conférence s'est félicitée du document et a souligné que les activités menées par la FAO dans la région Europe avaient joué un rôle considérable en aidant un certain nombre de pays à relever les défis que leur posait le développement agricole et rural.

⁸ ERC/04/6

⁹ ERC/04/2

38. La Conférence s'est déclarée satisfaite de la collaboration accrue de la FAO avec d'autres organisations internationales, ainsi que de sa coopération avec des ONG européennes et a demandé que cette collaboration se poursuive et soit renforcée.
39. La Conférence s'est félicitée de la ratification du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture par neuf des quinze États Membres de la CE et quatre des nouveaux États Membres au 31 mars 2004. Elle a instamment prié la FAO de renforcer ses activités découlant du Traité.
40. La Conférence a souligné que la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse aidait utilement les pays européens à lutter contre cette grave maladie transfrontière.
41. La Conférence a exhorté les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à se doter d'un comité national du Codex.
42. La Conférence s'est félicitée des activités de la FAO dans le domaine de la gestion des terres et des ressources naturelles en général.
43. La Conférence a souligné l'importance de l'assistance en matière de politiques et de capacités institutionnelles et s'est félicitée des activités de la FAO dans ce domaine.
44. La Conférence s'est félicitée des activités entreprises par la FAO dans le domaine des pêches et de la foresterie.
45. La Conférence a fait siennes les recommandations figurant dans le document tendant à ce que la production agricole soit renforcée grâce à la promotion d'activités non agricoles génératrices de revenus, dans le cadre du développement rural intégré, y compris au niveau local et de l'assistance aux politiques à ce niveau. Elle s'est félicitée de l'attention portée aux questions d'actualité, telles que l'agriculture biologique, les biotechnologies et la biosécurité, ainsi que l'assistance aux pays en transition en vue de leur intégration à l'UE.
46. La délégation hongroise a informé la Conférence de la reconstruction du bâtiment abritant le Bureau sous-régional à Budapest et a proposé d'y accueillir une unité plus importante, comme le Bureau régional de la FAO pour l'Europe.
47. La Conférence a été informée qu'à l'occasion de la réunion du Comité FAO/OMS de coordination du Codex Alimentarius pour l'Europe (septembre 2004, Bratislava), les États Membres européens du Codex pourraient participer à un atelier organisé par les Pays-Bas et la Slovaquie sur le renforcement d'un comité national du Codex.
48. La Conférence a pris acte de la proposition de l'Autriche d'accueillir la dix-septième réunion d'experts du Groupe de travail sur les femmes FAO/ECA sur la parité hommes-femmes et le développement rural en juin 2004.

ANNÉE INTERNATIONALE DU RIZ: 2004¹⁰

49. Ce point a été présenté par le Secrétariat, qui a souligné que le riz était l'aliment de base d'une grande majorité de la population mondiale et qu'il était omniprésent dans le patrimoine culturel des sociétés.

¹⁰ ERC/04/INF/5

50. La Conférence a pris note des activités entreprises par la FAO dans le cadre des préparatifs et de la coordination de l'Année internationale du riz et s'est félicitée du document rédigé par le Secrétariat.

PROGRAMME VISANT À COMBLER LE FOSSÉ NUMÉRIQUE EN MILIEU RURAL DE FAÇON À LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETÉ¹¹

51. La Conférence s'est félicitée des informations présentées dans le document élaboré par le Secrétariat sur ce thème.

52. La Conférence a souligné les points suivants:

- a) Il convient d'accorder une attention accrue aux groupes vulnérables, afin d'éviter qu'ils ne soient exclus. Pour bâtir une société de l'information n'excluant personne, il faut traiter également les questions de nature régionale.
- b) Les technologies de l'information et de la communication représentent un outil puissant de lutte contre la pauvreté et permettent non seulement de renforcer la sécurité alimentaire en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, mais également de promouvoir, à l'échelle locale, la démocratie, la transparence et l'obligation de rendre compte.
- c) Il convient d'appliquer les technologies de l'information et de la communication en assurant une collaboration étroite entre les différents intervenants.
- d) Il convient de concevoir les interventions, et de les cibler, de manière spécifique, afin d'assurer que les populations pauvres et marginalisées bénéficient d'un accès équitable et abordable.
- e) En matière de technologies de l'information et de la communication, il convient que la FAO axe ses activités sur des domaines présentant un avantage comparatif et qu'elle les coordonne de manière judicieuse avec d'autres organismes des Nations Unies, au sein du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

53. La Conférence a souligné l'importance des activités du Centre mondial d'information agricole (WAICENT) de la FAO.

54. La Conférence a instamment invité les donateurs et les organisations internationales, y compris la FAO, à contribuer à combler le fossé numérique en intégrant leurs activités dans des cyberstratégies nationales, dans le cadre des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté.

INITIATIVE VISANT À METTRE À JOUR LES STRATÉGIES ET LES POLITIQUES NATIONALES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE, DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE¹²

55. Ce point a été présenté par le Secrétariat, qui a fait état, dans ses grandes lignes, de l'aide fournie par la FAO concernant la mise à jour des stratégies et des politiques

¹¹ ERC/04/INF/6

¹² ERC/04/INF/7

nationales en matière d'agriculture et de développement rural depuis le Sommet mondial de l'alimentation, dans le cadre de l'initiative visant à aider les États Membres à définir des stratégies leur permettant de respecter les engagements pris à l'occasion du Sommet. Il a été souligné que, depuis 1993, vingt États Membres avaient bénéficié d'une aide pour l'élaboration de stratégies relatives à l'agriculture et au développement rural. Cette aide était principalement axée sur le renforcement des capacités techniques en matière d'élaboration de politiques durables dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, dans le cadre global de l'adhésion à l'Union européenne et des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

56. La Conférence a accueilli favorablement ce document, en soulignant le rôle de premier plan joué par la FAO concernant les avis donnés aux gouvernements et aux administrations de la région dans le domaine des politiques.

57. La Conférence a demandé à la FAO de poursuivre ses activités en les axant sur le renforcement des capacités à long terme, concernant les questions techniques et la définition de politiques.

DATE, LIEU ET THÈME PRINCIPAL DE LA VINGT-CINQUIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE

58. La Conférence s'est félicitée de l'offre qui a été renouvelée par la délégation de la Lettonie d'accueillir sa prochaine session. Elle s'est également félicitée de l'offre de la délégation de l'Autriche d'accueillir la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Europe. Elle a demandé que ces offres soient transmises au Directeur général pour qu'il prenne une décision en consultation avec les membres de la région.

59. La Conférence a approuvé à l'unanimité la déclaration de la délégation de l'Irlande selon laquelle, compte tenu de l'élargissement récent de l'Union européenne et des changements en cours dans cette région élargie, la Communauté européenne et ses 25 États Membres estiment que le moment est venu de réévaluer les objectifs et le cadre d'ensemble de la Conférence régionale pour l'Europe, ainsi que de la Commission européenne d'agriculture (ECA), qui est l'organe préparatoire technique de la Conférence régionale.

60. La Conférence est convenue que le Comité exécutif de la Commission européenne d'agriculture serait chargé d'examiner la manière dont les futures conférences devraient être organisées, en vue de soumettre les changements proposés à l'examen du Groupe régional européen durant les préparatifs de la prochaine (vingt-cinquième) Conférence régionale pour l'Europe.

61. La Conférence est convenue en outre que le Comité exécutif examinerait comment la Conférence régionale pour l'Europe pourrait répondre au mieux aux besoins de ses membres et s'adapter davantage aux changements en cours dans la région Europe. La Conférence régionale pour l'Europe devrait continuer à promouvoir des débats sur des thèmes intéressant l'ensemble de la région européenne et à mobiliser une nombreuse participation.

AUTRES QUESTIONS

62. La Conférence a accueilli avec satisfaction les deux événements parallèles organisés par le gouvernement du pays hôte autour des deux thèmes techniques de l'ordre du jour¹³.

63. La Conférence s'est également félicitée que des sessions d'information sur le programme de terrain de la FAO aient été organisées¹⁴.

ADOPTION DU RAPPORT

64. Le texte du projet de rapport a été approuvé par la Conférence, avec quelques amendements.

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

65. S'exprimant au nom du Directeur général, la Représentante régionale pour l'Europe a remercié le gouvernement du pays hôte d'avoir offert l'hospitalité à toutes les délégations. Elle a remercié tout particulièrement le personnel de l'École nationale supérieure agronomique de Montpellier (ENSAM) pour les excellentes installations mises à disposition qui ont facilité le bon déroulement des travaux de la Conférence.

66. S'exprimant au nom du Gouvernement français, le Président a rendu hommage à toutes les délégations pour leur participation active et plus particulièrement aux dix délégations qui représentaient les nouveaux pays membres de l'Union européenne. Il a également évoqué les grands efforts déployés par les autres pays de la sous-région du sud-est de l'Europe en vue de pouvoir adhérer à l'Union européenne à l'avenir. Le Président a tenu à ce qu'il soit pris acte de sa satisfaction pour la généreuse contribution offerte par l'ENSAM, l'INRA, le CIRAD et Agropolis.

¹³ Événement parallèle au point 6 de l'ordre du jour « Qualité des denrées alimentaires et développement durable »
Événement parallèle au point 7 de l'ordre du jour « La recherche agricole au service du développement rural durable »

¹⁴ i) Présentation du projet « Développement agricole et rural durable dans les régions montagneuses »
ii) Programme de terrain sur les projets en cours dans les Balkans occidentaux et approche future (Serbie-et-Monténégro et L'ex-République yougoslave de Macédoine ».

**APPENDIX A
ANNEXE A
APENDICE A**

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES**

Chairperson Président Presidente	France
Vice-Chairpersons Vice-Président(e)s Vicepresidentes	Ireland Turkey Ukraine
Rapporteur	Spain
Independent Chairman of the FAO Council Président indépendant du Conseil de la FAO Presidente Independiente del Consejo de la FAO	Aziz MEKOUAR (Morocco)

**MEMBER NATIONS
ÉTATS MEMBRES
ESTADOS MIEMBROS**

ALBANIA - ALBANIE

Delegate
Agron DUKA
Minister for Agriculture and Food
Ministry of Agriculture and Food
“Desmoret e Kombit” Boulevard No. 2
Tirana
Tel: +355 4 227924
Fax: +355 4 227294
Email: personel@icc.al.eu.org

Alternate
Sali METANI
Director of International Relations
and European Integration Department
Ministry of Agriculture and Food
“Desmoret e Kombit” Boulevard No. 2
Tirana
Email: salimatani@yahoo.com

ARMENIA - ARMÉNIE

Delegate
Zohrab V. MALEK
Ambassador to FAO
Permanent Representative of
the Republic of Armenia to FAO
Via Camillo Sabatini 102
00144 Rome
Tel: +39 065201924
Fax: +39 065201924
Email: armambfao@virgilio.it

AUSTRIA - AUTRICHE

Delegate
Mrs Hedwig WÖGERBAUER
Director
Head of FAO and OECD Division
Federal Ministry of Agriculture and
Forestry, Environment and Water
Management
Stubenring 1
A-1010 Vienna
Tel: +43 1 71100 Kl. 2812
Fax: +43 1 71100 2959
Email: hedwig.woegerbauer@lebensministerium.gv.at

Alternate
Mrs Natalie FEISTRITZER
Permanent Representative of Austria
to FAO
Via Pergolesi 3
00198 Rome
Tel: +39 06844014227
Fax: +39 068543286
Email: natalie.feistritz@bmaa.gv.at

**AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN
AZERBAIYÁN**

Delegate
Irshad ALIYEV
Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
U. Hajibeyov St. 40
Government House
370016 Baku
Tel: +994 12 933745
Fax: +994 12 930884
Email: intagry@azerin.com

Alternate
 Ramiz SAFAROV
 Head of the Veterinary Department
 Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture
 U. Hajibeyov St. 40
 Government House
 370016 Baku
 Tel: +994 12 626632
 Fax: +994 12 626606
 Email: intagry@azerin.com

**BELGIUM - BELGIQUE -
 BÉLGICA**

Délégué
 Christian MONNOYER
 Ambassadeur
 Représentant permanent de la
 Belgique auprès de la FAO
 8 Via Omero
 I-00197 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 3203903
 Fax: +39 06 3203992
 Email: christian.monnoyer@diplomel.org

Suppléants
 René POISMANS
 Ingénieur
 Coordination agricole
 Direction générale de l'Agriculture
 de la Région Wallonne
 Boulevard S. Bolivar 30
 B-1000 Bruxelles
 Fax: +32 2 2083568
 Email: r.poisman@mrw.wallonie.be

Mme Eugenia BASTARRECHE
 174 rue Joseph II
 B-1000 Bruxelles
 Tel: +32 2 2346810
 Fax: +32 2 2311410
 Email: mebassarreche@aefjn.org

**BOSNIA AND HERZEGOVINA -
 BOSNIE-HERZÉGOVINE -
 BOSNIA Y HERZEGOVINA**

Delegate

BULGARIA - BULGARIE

Delegate
 Ilia KRASTELNIKOV
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Via Pietro Paolo Rubens 21
 00197 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 3224640
 Fax: +39 06 3226122
 Email: prbul.fao@virgilio.it

Alternates
 Ms Rossitsa GEORGOVA
 Head of Bilateral Relations and
 International Organizations
 Division
 Ministry of Agriculture and Forestry
 55 Hristo Botev Blvd
 Sofia 1040
 Tel: +359 2 981 0735
 Fax: +359 2 981 0735
 Email: rossygeorgova@yahoo.com

Philip GARKOV
 State Expert
 Human Rights and International
 Humanitarian Organizations
 Department
 Ministry of Foreign Affairs
 2 Alexander Zhendov Str
 Sofia 1113
 Fax: +359 2 971 2434
 Email: phgarkov@mfa.government.bg

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Delegate
 Petar ČOBANKOVIĆ
 Minister for Agriculture, Forestry
 and Water Management
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Management
 Ulica grada Vukovara 78
 HR 10000 Zagreb
 Tel: +385 1 6106111
 Fax: +385 1 6109200

Alternates
 Miroslav BOŽIĆ
 Assistant Minister
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Management
 Ulica grada Vukovara 78
 HR 10000 Zagreb
 Tel: +385 1 6106111
 Fax: +385 1 6109206
 Email: mbozic@mps.hr

Drago KRALJEVIĆ
 Ambassador
 Embassy of the Republic of Croatia
 Via L. Bodio 74-76
 00191 Rome
 Tel: +39 06 36307650
 Fax: +39 06 36303405

Ms Lidija MRKOCI
 Head of the International Relations
 Unit
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Management
 Ulica grada Vukovara 78
 HR 10000 Zagreb
 Tel: +385 1 6106111
 Fax: +385 1 6109206
 Email: lidiya.mrkoci@mps.hr

Ms Marina DEUR
 Senior Counsellor
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Management
 Ulica grada Vukovara 78
 HR 10000 Zagreb
 Tel: +385 1 6106111
 Fax: +385 1 6109206
 Email: mdeur@mps.hr

Mrs Jasminka KINNARD FAJDETIĆ
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Management
 Ulica grada Vukovara 78
 HR 10000 Zagreb
 Tel: +385 1 6106111
 Fax: +385 1 6109200

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Delegate
 George POULIDES
 Ambassador to FAO
 Permanent Representation of the
 Republic of Cyprus to FAO
 Piazza Farnese 44
 00186 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 6865758
 Fax: +39 06 68803756
 Email: faoprcyp@tin.it

Alternate
 Haris ZANNETIS
 Senior Officer
 Ministry of Agriculture, Natural
 Resources and Environment
 Loukis Akritas Avenue
 1411 Nicosia
 Fax: +357 22774234
 Email: FAOR-cy@cy.net

**CZECH REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE -
REPÚBLICA CHECA**

Delegate
Pavel ŠKODA
Permanent Representative of the
Czech Republic to FAO
Embassy of the Czech Republic
Via dei Gracchi 322
00192 Rome
Italy
Tel: +39 063609571
Fax: +39 063244459
Email: pavelskoda@tiscali.it

Alternates
Miroslav BELICA
Deputy Director for Development
Ministry of Foreign Affairs of
the Czech Republic
Loretanske nam. 5
Prague 1
Fax: +420 224 182491
Email: miroslav.belica@mzv.cz

Josef HOLEJSOVSKY
General Director
Chief Veterinary Officer
State Veterinary Administration
Szezska 7
Prague 2
Email: j.holejsovsky@svscr.cz

Jiří MUCHKA
Secretary of the National FAO
Committee
Ministry of Agriculture
Tesnov 17
117 05 Prague 1
Tel: +420 221812452
Fax: +420 224 810423
Email: muchka@mze.cz

František SLÁDEK
Director-General
Section of Food Production
Ministry of Agriculture
Těšnov 17
117 05 Prague 1
Fax: +420 221812985
Email: sladek@mze.cz

**DENMARK - DANEMARK -
DINAMARCA**

Delegate
Søren SKAFTE
Minister
Deputy Permanent Representative
to FAO
Royal Danish Embassy
Via dei Monti Parioli 50
00197 Rome
Tel: +39 0697748329
Fax: +39 0697748399
Email: sorska@um.dk

Alternates
Ms Pia FOGSGAARD
Higher Executive Officer
Ministry of Food, Agriculture and
Fisheries
Holbergsgade 2
DK 1057 Copenhagen K
Tel: +45 33924292
Fax: +45 33123670
Email: pfo@fvm.dk

ESTONIA - ESTONIE

Delegate
Hendrik KUUSK
Head
Department of Veterinary and
Food
Ministry of Agriculture
Lai 39/41
15056 Tallinn
Tel: +372 6256142
Fax: +372 6256210
Email: hendrik.kuusk@agri.ee

Alternates
 Ruve SCHANK
 Head
 Department of Public and
 Foreign Affairs
 Ministry of Agriculture
 Lai 39/41
 15056 Tallinn
 Fax: +342 631 3628
 Email: ruve.schank@agri.ee

Ivari NIINEMÄE
 Head of Bureau of Research,
 Education and Extension
 Ministry of Agriculture
 Lai 39/41
 15056 Tallinn
 Tel: +3726256186
 Fax: +3726256245
 Email: Ivari.niinemae@agri.ee

Illar LEMETTI
 Director of the Agricultural
 Research Centre
 Ministry of Agriculture
 Lai 39/41
 15056 Tallinn

**EUROPEAN COMMUNITY
 (MEMBER ORGANIZATION) -
 COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
 (ORGANISATION MEMBRE) -
 COMUNIDAD EUROPEA
 (ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

Delegate
 Luis RITTO
 Permanent Representative
 Delegation of the European Commission
 to FAO and to the UN Organizations
 Via IV Novembre 149
 00187 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 6782672
 Fax: +39 06 679 78 30
 Email: Luis.Ritto@cec.eu.int

Alternate
 Francisco-Javier ALCAZAR SIRVENT
 Principal Administrator
 European Commission
 Rue de la Loi 130
 1049 Bruxelles
 Fax: +32 2 2969636
 Email: javier.alcazar@cec.eu.int

**FINLAND - FINLANDE -
 FINLANDIA**

Delegate
 Veli-Pekka TALVELA
 Director-General
 Ministry of Agriculture and Forestry
 P.O. Box 30 00023 Government
 Fax: +358 9 160 52266
 Email: veli-pekka.talvela@mmm.fi

Alternates
 Ms Anna SANTALA
 Senior Officer
 Ministry of Agriculture and Forestry
 P.O. Box 00023 Government
 Fax: +358 9 160 52266
 Email: anna.santala@mmm.fi

Ms Kaisa KARTTUNEN
 Counsellor (Agriculture)
 Deputy Permanent Representative
 of Finland
 Embassy of the Republic of Finland
 Via Lisbona 3
 00198 Rome
 Tel: +39 06852231
 Fax: +39 068540362
 Email: kaisa.karttunen@formin.fi

FRANCE - FRANCIA

Délégué
Hervé GAYMARD
Ministre de l'agriculture, de
l'alimentation, de la pêche et
des affaires rurales
Ministère de l'agriculture, de
l'alimentation, de la pêche et
des affaires rurales
Service des relations internationales
3 rue Barbet de Jouy
75007 Paris
Tel: +33 1 49554620
Fax: +33 1 49555942

Suppléants
Alain PIERRET
Président du Comité interministériel
de l'agriculture et de l'alimentation
(CIAA)
Carré Austerlitz 2
Boulevard Diderot
75572-Paris
Tel: +33 1 44871600
Fax: +33 1 44871604
Email: ajpierret@free.fr

Charles MILLON
Ambassadeur auprès de l'OAA
Représentation permanente de la
France auprès de l'OAA
Corso del Rinascimento 52
00186 Rome
Italy
Tel: +39 06 68405240
Fax: +39 06 6892692
Email: charles.millon@diplomatie.gouv.fr

Patrick PRUVOT
SG du Comité interministériel
de l'agriculture et de l'alimentation
(CIAA)
Carré Austerlitz 2
Boulevard Diderot
75012 Paris
Tel: +33 1 44871600
Fax: +33 1 44871604
Email: patrick.pruvot@sgci.gouv.fr

Michel THIBIER
Directeur général de
l'Enseignement et de la Recherche
Ministère de l'agriculture, de
l'alimentation, de la pêche et
des affaires rurales
Service des relations internationales
3 rue Barbet de Jouy
75007 Paris

Mme Marion GUILLOU
Directrice Générale de l'INRA
Institut National de la Recherche
Agronomique (INRA)
147 rue de l'Université
75338 Paris Cédex 07
Tel: +33 142759121
Fax: +33 142759377

Benoît LESAFFRE
Directeur général
Centre de Coopération Internationale en
Recherche Agronomique pour le
Développement (CIRAD)
42 rue Scheffer
75116 Paris
Fax: +33 1 53702034
Email: directeur_general@cirad.fr

Philippe DELACROIX
Sous-directeur économique
Direction des Nations Unies et des
organisations internationales
37 quai d'Orsay
75007 Paris
Fax: +33 1 43175558
Email: philippe.delacroix@diplomatie.gouv.fr

Mme Claire GAUDOT
 Conseiller scientifique
 Représentation permanente de la
 France auprès de l'OAA
 Corso del Rinascimento 52
 00186 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 68405222
 Fax: +39 06 6892692
 Email:
[conseiller-
 scientifique.rpfrancefao@tuttopmi.it](mailto:conseiller-scientifique.rpfrancefao@tuttopmi.it)

Jean-Paul PELLISSIER
 Chef du Bureau Afrique Méditerranée et
 Organisations Internationales
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et
 des affaires rurales
 Service des relations internationales
 3 rue Barbet de Jouy
 75007 Paris
 Tel: +33 1 49554866
 Email:
jean-paul.pellissier@agriculture.gouv.fr

Daniel ROCCHI
 Chargé de mission
 Direction générale de l'Enseignement
 et de la Recherche
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et
 des affaires rurales
 Service des relations internationales
 1 avenue de Courendal
 75007 Paris
 Email:
daniel.rocchi@agriculture.gouv.fr

Robert JANELLE
 Chargé de mission
 Direction de la Coopération technique
 Ministère des Affaires Etrangères
 37 quai d'Orsay
 75007 Paris

Ludovic LARBODIERE
 Chargé de mission OAA
 3 rue Barbet de Jouy
 75349 Paris 07 SP
 Tel: +33 1 49554620
 Fax: +33 1 49555942
 Email:
ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr

Sven-Erik SJÖDEN
 Rédacteur
 Direction des Nations Unies et
 Organisations Internationales
 Ministère des Affaires Etrangères
 37 quai d'Orsay
 75007 Paris
 Fax: +33 1 43175558
 Email:
sven-erik.sjoden@diplomatie.gouv.fr

Mlle Emilie VANDECANDELAERE
 Chargé d'étude nutrition
 Direction générale de l'alimentation
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et
 des affaires rurales
 251 rue de Vaugirard
 75732 Paris Cédex 15
 Tel: +33 1 49555863
 Fax: +33 1 49555948
 Email:
Emilie.vandecandelaere@agriculture.gouv.fr

Mme Marie-Laure VACHÉ
 Chargée de communication
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et
 des affaires rurales
 78 rue de Varenne
 75700 Paris
 Tel: +33 1 49555697
 Fax: +33 1 49554590
 Email:
marie-laure.vache@agriculture.gouv.fr

Alain DEREVIER
 Chargé de Mission
 Recherche pour le Développement
 Durable
 Ministère des Affaires Etrangères
 244 Boulevard Saint-Germain
 75 030 Paris SP 07
 Fax: +33 1 43 178925
 Email:
Alain.Derevier@diplomatie.gouv.fr

Denis DESPRÉAUX
 Chargé de Mission
 Recherche pour le Développement
 Durable
 MENESR
 110 rue de Grenelle
 75357 Paris 07 SP
 Fax: +33 1 55557067
 Email:
denis.despreaux@education.gouv.fr

Philippe LEMERCIER
 Directeur Europe et International
 IFREMER
 155 rue JJ Rousseau
 92138 Issy les Moulineaux Cedex
 Tel: +33 1 46482180
 Fax: +33 1 46482188
 Email: philippe.lemercier@ifremer.fr

Philippe FERLIN
 Directeur des Relations Internationales
 Institut National de la Recherche
 Agronomique (INRA)
 147 rue de l'Université
 75338 Paris Cédex 07
 Tel: +33 142759121
 Fax: +33 142759377
 Email: ferlin@paris.inra.fr

Harry PALMIER
 Chargé de mission pour la coopération
 multilatérale
 Institut de recherche pour le
 Développement (IRD)
 213 rue Lafayette
 75480 Paris Cédex 10
 Tel: +33 1 48037579
 Fax: +33 140362385
 Email: harry.palmier@paris.ird.fr

Christian HOSTE
 Délégué aux institutions internationales
 à la Méditerranée et à l'Europe
 bilatérale du CIRAD
 42 rue Scheffer
 75116 Paris

Bernard HUBERT
 Directeur adjoint
 Institut National de la Recherche
 Agronomique (INRA)
 147 rue de l'Université
 75338 Paris Cédex 07

Michel RIBARD
 Chargé de mission Méditerranée
 Institut National de la Recherche
 Agronomique (INRA)
 2 Place Pierre Viala
 34060 Montpellier Cedex 1
 Tel: +33 4 99613101
 Fax: +33 4 67543201
 Email: ribard@ensam.inra.fr

Mme Estelle BIENABE
 Chercheur
 CIRAD
 CIRAD TERA TA 60/15
 73 av. J.-F. Breton
 34398 Montpellier Cédex 5
 Tel: +33 4 67684457
 Fax: +33 4 67614415
 Email: estelle.bienabe@cirad.fr

Eric CARDINALE
 Laboratoire de Bactériologie et
 de Pathologie aviaire
 CIRAD-EMVT
 ISRA-LNERV
 BP 2057
 Dakar-Hann
 Sénégal
 Tel: +221 8323658
 Fax: +221 8211879
 Email: eric.cardinale@cirad.fr

Bernard DUPUY
 Responsable communication
 TA 173/05 Avenue Agropolis
 34398 Montpellier
 Fax: +33 4 67617537
 Email: bernard.dupuy@cirad.fr

Hubert OMONT
 Chargé de mission
 CIRAD
 TA 80/PS3
 Boulevard de la Lironde
 34398 Montpellier Cédex 5
 Tel: +33 4 67615594
 Fax: +33 4 67615659
 Email: hubert.omont@cirad.fr

Jean Pascal PICHOT
 CIRAD-Tera TA 60/15
 73 rue JF BRETON
 34398 Montpellier Cédex 05
 Fax: +33 4 67614415
 Email: jean-pascal.pichot@cirad.fr

Max REYNES
 Chargé de mission
 CIRAD-FLHOR
 TA 50/PS4
 Bd de la Lironde
 34398 Montpellier Cédex 5
 Fax: +33 4 67614433
 Email: max.reynes@cirad.fr

Fanny CONESA
 Ingénieur Qualité, Sécurité,
 Environnement
 Direction du Développement
 Rural Durable, de l'Agriculture,
 de la Forêt et de la Pêche
 Hôtel de Région
 201 Avenue de la Pompignane
 34064 Montpellier Cédex 2
 Tel: +33 4 67229729
 Fax: +33 4 67228191
 Email:
conesa.fanny@cr-languedocroussillon.fr

Mlle Marion BLANES-BLANC
 Assistante parlementaire du
 Sénateur Marcel Vidal
 Permanence parlementaire
 330 Avenue Michel Teule
 Bâtiment C
 34000 Montpellier
 Email: marcel.vidal@wanadoo.fr

Mlle Catherine RIVOAL
 Chef pôle éditions
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et
 des affaires rurales
 78 rue de Varenne
 75349 Paris 07 SP
 Tel: +33 1 49555179
 Fax: +33 1 49554847
 Email:
catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

Jean Pierre GAILLARD
 Directeur innovation et communication
 CIRAD
 TA 173/04
 Avenue Agropolis
 34398 Montpellier
 Tel: +33 4 67615859
 Email: directeur_incom@cirad.fr

Emmanuel THEVENIN
 Chef du projet
 Atelier technique des espaces naturels
 2 place viala
 34 Montpellier
 Tel: +33 4 67043030
 Fax: +33 4 67588895
 Email: emmanuel.thevenin@espaces-naturels.fr

Mme Edith VIDAL
 Chef du service des strategies agricoles
 et Industrielles
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et des
 affaires rurales
 DPEI
 3 rue Barbet de Jouy
 75017 Paris
 Tel: +33 1 49555812
 Fax: +33 1 49555822
 Email: edith.vidal@agriculture.gouv.fr

Sylvain LAMBERT
 Conseiller diplomatique
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et des
 affaires rurales
 Ministère de l'Agriculture
 78 rue de Varenne
 75007 Paris
 Tel: 0680666056

Christophe BOYER
 Président du Bureau
 AEFJN
 20 rue du Printemps
 75017 Paris
 Tel: 0608817373
 Email: xopheboyer@wanadoo.fr

Jean-Marie GUILLOUX
 Directeur
 Programme mission Agrobiosciences
 ENFA/INRA
 BP 327
 Castanet Tolosan
 31520 France
 Tel: 0680934000
 Email: guilloux@agrobiosciences.com

Michel BAREL
 CIRAD
 Programme Cacao
 Avenue Agropolis
 34398 Montpellier
 Cédex 5
 Email: michel.barel@cirad.fr

Mme Sandrine SEBAN
 Chargé de mission
 Ministère de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche et des
 affaires rurales
 3 rue Barbet de Jouy
 75007 Paris
 Tel: +33 1 49558360
 Email: sandrine.seban@agriculture.gouv.fr

Mme Marty BURGAUD
 CIRAD
 DG-DRLR
 Avenue Agropolis
 34398 Montpellier
 Cédex 5
 Email: marty.burgaud@cirad.fr

Mme Florence VIGIER
 Chargée de communication
 CIRAD
 Avenue Agropolis
 34398 Montpellier

GEORGIA - GÉORGIE

Delegate
 Mamuka MESKHI
 Assistant to the Minister
 Ministry of Agriculture
 41 Kostava Street
 Tbilisi
 Tel: +99577 403022
 Fax: +99532 333112
 Email: mamumes@gol.ge

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Delegate
 Martin NISSEN
 Head of Division
 Federal Ministry of Consumer
 Protection, Food and Agriculture
 Wilhelmstr. 54
 D-10117 Berlin
 Tel: +49 302006-3191
 Fax: +49 228 5293351
 Email: Martin.Nissen@bmvel.bund.de

Alternate
 Ms Renate VOGELSANG
 Assistant Head of Division
 Federal Ministry of Consumer
 Protection, Food and Agriculture
 Wilhelmstr. 54
 10119 Berlin
 Tel: +49 30 2006 3515
 Fax: +49 30 2006-3276
 Email:
Renate.Vogelsang@BMVEL.BUND.DE

GREECE - GRÈCE - GRECIA

Delegate
 Pavlos PEZAROS
 Director of the Department for
 Agricultural Policy
 Ministry of Rural Development
 and Food
 5 Acharnon Street
 10176 Athens
 Tel: +302 10 2125593
 Fax: +302 10 5249097
 Email: ppezaz@minagric.gr

Alternates
 Emmanuel MANOUSSAKIS
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Embassy of Greece
 Viale G. Rossini 4
 00198 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 8537551
 Fax: +39 06 85375503
 Email: gremroma@tin.it

Constantine VIZIOTIS
 Economist
 Expert on FAO matters
 Ministry of Rural Development
 and Food
 5 Acharnon Street
 10176 Athens
 Fax: +302 10 5249097
 Email: ax5u00g@minagri.gr

Mrs Lydia BOUZA
 Adviser to the Secretary General
 Ministry of Rural Development
 and Food
 5 Acharnon Street
 10176 Athens
 Fax: +302 10 5249097

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Delegate
 Fülöp BENEDEK
 Secretary of State
 Chairman of the Hungarian
 National FAO Committee
 Ministry of Agriculture and
 Rural Development
 1860 Budapest 55, Pf. 1
 Fax: +361 301 4662

Alternates
 Ms Mariann KOVÁCS
 Head of Department of
 International Relations
 Ministry of Agriculture and
 Rural Development
 1860 Budapest, 55. Pf. 1
 Tel: +361 3022000
 Fax: +361 301 4662

Ms. Katalin BAKK
 Secretary-General of the
 Hungarian National FAO
 Committee
 Ministry of Agriculture and
 Rural Development
 1860 Budapest, 55. Pf. 1
 Fax: +361 301 4662
 Email: katalin.bakk@fvm.hu

Ms. Enikő ZOBOR
 Counsellor
 Ministry of Agriculture and
 Rural Development
 1860 Budapest, 55. Pf. 1

András CZETI
 Head of Department
 Office of the Secretary of
 State
 Ministry of Agriculture and
 Rural Development
 1860 Budapest, 55. Pf. 1
 Tel: +36 30 6062997
 Fax: +361 301 4662
 Email: czetia@posta.fum.hg

Zoltán KÁLMÁN
 Permanent Representative to FAO
 Permanent Representation of
 Hungary to FAO
 Via Luigi Lilio 59 C/10
 00142 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 5190116
 Fax: +39 06 5032121
 Email: hufaorep@hufaorep.191.it

Norbert SOMOGYI
 Attaché agricole
 Ambassade de Hongrie
 140 avenue Victor Hugo
 75116 Paris
 France
 Tel: +33 1 53706712
 Fax: +33 1 47273563
 Email: agriculture@ambhongrie.org

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Delegate

IRELAND – IRLANDE – IRLANDA

Delegate
 Noel TREACY
 Minister of State
 Department of Agriculture and Food
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 1 6763947
 Email: noel.treacy@agriculture.gov.ie

Alternates
 Tony DEVLIN
 Deputy Permanent Representative of
 Ireland to FAO
 Embassy of Ireland
 Piazza di Campitelli 3
 00196 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 6979121
 Fax: +39 06 69791231
 Email: tony.devlin@iveagh.irlgov.ie

Séamus O'FLAHERTY
 First Secretary for Agricultural Affairs
 Embassy of Ireland
 12 Avenue Foch
 75116 Paris
 France
 Tel: +33 1 44175116
 Fax: +33 1 44176760

Ms Sharon MURPHY
 Deputy Head of Division
 Economics and Planning Division
 Department of Agriculture and Food
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 16072235
 Email:
sharonm.murphy@agriculture.gov.ie

Ms Cecelia RONAYNE
 Executive Officer
 Department of Agriculture and Food
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 16072235
 Email:
cecelia.ronayne@agriculture.gov.ie

Kevin SMYTH
 Chief Economist
 Department of Agriculture and Food
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 1 6072235
 Email: kevin.smyth@agriculture.gov.ie

Aidan DUANE
 Private Secretary to the
 Minister of State
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 1 6763947
 Email: aidan.duane@agriculture.gov.ie

Ms Cornelia KRETSCHMER
 Fonctionnaire
 Secrétariat général du Conseil de l'UE
 Rue de la Loi 175 (40.50 DH 35)
 B 1048 Bruxelles
 Belgium
 Fax: +32 22857227
 Email:
cornelia.kretschmer@consilium.eu.int

Jean-Pierre SABSOUB
 Fonctionnaire
 Secrétariat général du Conseil de l'UE
 Rue de la Loi 175 (40.50 DH 35)
 B 1048 Bruxelles
 Belgium
 Fax: +32 22857227
 Email:
jean-pierre.sabsoub@consilium.eu.it

ISRAEL - ISRAËL

Delegate
 Denis-Paul MORDEHAY-RODGOLD
 Alternate Permanent Representative
 of Israel to FAO
 Embassy of the State of Israel
 Via Michele Mercati 14
 00197 Rome
 Tel: +39 06 36198500
 Fax: +39 0636198555
 Email: economico@roma.mfa.gov.il

Alternate
 Rami KEREN
 Director
 International Relations Department
 Agriculture Research Organization
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 8, Arania Street
 Hakirya
 Tel Aviv 61070

ITALY - ITALIE - ITALIA

Délégué
 Romualdo BETTINI
 Rappresentante Permanente d'Italia
 presso l'ONU
 Piazza Margana 19
 00186 Rome
 Tel: 0039 06 6977961
 Fax: 0039 06 6796352
 Email: rapp.ita.onu.rm@esteri.it

Suppléants
 Paolo DUCCI
 Direzione Generale per la
 Cooperazione Economica e
 Finanziaria Multilaterale
 Responsabile del Coordinamento
 FAO/IFAD/PAM
 Ministero degli Affari Esteri
 Via P. Tacchini 22
 00197 Rome
 Fax: +39 0636913660
 Email: paolo.ducci@esteri.it

Sig.ra Marcella CASELLA
 Dirigente
 Dipartimento della Qualità dei
 Prodotti Agroalimentari e dei
 Servizi
 Direzione Generale per la
 Qualità dei Prodotti Agroalimentari
 e la Tutela del Consumatore
 Ministero delle Politiche Agricole
 e Forestali
 Via XX Settembre 20
 00187 Rome
 Fax: +39 0646656057
 Email: m.casella@politicheagricole.it

Marco ROMITI
 Primo Segretario
 Rappresentanza Diplomatica Permanente
 d'Italia presso l'ONU
 Piazza Margana 19
 00186 Rome
 Tel: 0039 06 6977961
 Fax: 0039 06 6796352
 Email: rapp.ita.onu.rm@esteri.it

Sig.ra Piera MARIN
 Coordinatore Amministrativo
 Ufficio Rapporti Internazionali
 Ministero delle Politiche Agricole
 e Forestali
 Via XX Settembre 20
 00187 Rome
 Tel: +39 0646653086
 Fax: +39 0646653086
 Email: p.marin@politicheagricole.it

Sig.ra Mariella SANTEVECCHI
 Direttore Tecnico
 Direzione Generale per le
 Politiche Strutturali e lo
 Sviluppo Rurale
 Ministero delle Politiche Agricole
 e Forestali
 Via XX Settembre 20
 00187 Rome
 Fax: +39 064881707
 Email: m.santevecchi@politicheagricole.it

Sig.ra Lucia GUIDARELLI
 Dirigente Medico di II Livello
 Direzione Generale della
 Sanità Veterinaria e
 degli Alimenti
 Ministero della Salute
 Piazza Marconi 25
 00144 Rome
 Tel: +39 06 59946828
 Fax: +39 06 59946119
 Email: l.guidarelli@sanita.it

Paolo AMMASSARI
 Coordinatore Amministrativo
 Direzione Generale per le Politiche
 Strutturali e lo Sviluppo Rurale
 Ministero delle Politiche Agricole
 e Forestali
 Via XX Settembre 20
 00187 Rome
 Fax: +39 064881707
 Email: p.ammassari@politicheagricole.it

Sig.ra Patrizia ORTOLANI
 Consigliere Ministeriale per la
 FAO
 Ministero delle Politiche Agricole
 e Forestali
 Via XX Settembre 20
 00187 Rome

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Delegate
 Mrs Laimdota STRAUJUMA
 State Secretary
 Ministry of Agriculture
 2 Republikas Square
 Riga LV-1981
 Tel: +371 7027139
 Fax: +371 7027512
 Email: Laimdota.Straujuma@zm.gov.lv

Alternates
 Mrs Dace LUCAUA
 Parliamentary Secretary
 Ministry of Agriculture
 2 Republikas Square
 Riga LV-1981
 Tel: +371 7027296
 Fax: +371 7830272

Mrs Dzidra UPITE
 Head of International Relations
 Division
 Ministry of Agriculture
 2 Republikas Square
 Riga LV-1981
 Tel: +371 7027296
 Fax: +371 7830272
 Email: dzidra.upite@zm.gov.lv

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Delegate
 Alfredas PUODŽIŪNAS
 Head
 Lithuania Food and Veterinary Audit
 Service
 Kalvariju 153
 Vilnius Post Code 08221
 Fax: +370 5 2300596
 Email: apuodziunas@vet.lt

Alternate
 Arturas BAGOTYRIUS
 Deputy Director
 State Food and Veterinary Service
 Siesiku 19
 Vilnius 07170
 Fax: +370 5 2404362
 Email: abagotyrius@vet.lt

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

Délégué

MALTA - MALTE

Delegate

**MOLDOVA, REPUBLIC OF -
MOLDOVA, RÉPUBLIQUE DE -
MOLDOVA, REPÚBLICA DE
MOLDOVA**

Delegate
 Viorel GUTU
 Head of Investment Projects and
 Technical Assistance Department
 Ministry of Agriculture and Food
 Industry
 162 Stefan cel Mare Blvd
 MD 2012 Chisinau
 Tel: +373 22 210631
 Fax: +373 22 210631
 Email: vgutsu@pfap.md

Alternate
 Viorel GHERCIU
 Local Team Leader
 Support to Rural Investment and
 Services Project
 98, 31 August Street
 Office 411
 Chisinau MD-2004
 Tel: +373 22 237801
 Fax: +373 22 237802
 Email:
Vgherciu@landell-mills.moldline.net

MONACO

Délégué

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS – PAÍSES BAJOS

Delegate
Ewald WERMUTH
Ambassador
Permanent Representative of the
Netherlands to FAO
Via delle Terme Deciane 6
00153 Rome
Italy
Tel: +39 065740306
Fax: +39 065744927
Email: rof@minbuza.nl

Alternates
Niek SCHELLING
Senior Officer
International Food Quality Affairs
Ministry of Agriculture, Nature and
Food Quality
Department of Food and Veterinary
Affairs
P.O. Box 20401
2500 EK The Hague
Tel: +31 703784426
Fax: +31 703786141
Email: n.schelling@minlnv.nl

Ms Daniëlle DE WAAL
Policy Coordinator
Department of International Affairs
Ministry of Agriculture, Nature and
Food Quality
Bezuidenhoutseweg 73
P.O. Box 20401
2500 EK The Hague
Tel: +31 703784063
Fax: +31 703786105
Email: d.n.n.de.waal@minlnv.nl

NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA

Delegate
Leif Helge KONGSHAUG

State Secretary
Ministry of Agriculture
P.O. Box 8007 Dep,
0030 Oslo
Fax: +47 22 249559
Email: leif-helge.kongshaug@ld.dep.no

Alternates
André MONSRUD
Adviser
Ministry of Agriculture
P.O. Box 8007 Dep,
0030 Oslo
Fax: +47 22 249559
Email: andre-monsrud@ld.dep.no

Ms Astrid ZACHARIASSEN
Higher Executive Officer
Ministry of Agriculture
P.O. Box 8007 Dep,
0030 Oslo
Fax: +47 22 249559
Email: astrid.zachariassen@ld.dep.no

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate
Romuald SZUNIEWICZ
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
Republic of Poland to FAO
Via Pietro Paolo Rubens 20
00197 Rome
Italy
Tel: +39 06 36204200
Fax: +39 06 3217895
Email: polish.embassy@agora.stm.it

Alternates

Ms Malgorzata PIOTROWSKA
Deputy-Director
Department of Foreign Relations
Ministry of Agriculture and
Rural Development
ul. Wspólna 30
00-930 Warsaw
Email: M.Piotrowska@minrol.gov.pl

Ryszard KOZLOWSKI
General Director
Institute of Natural Fibres
Ul. Wojska Polskiego 71b
60-630 Poznan
Fax: +48 61 8417830
Email: jorge@inf.poznan.pl

PORTUGAL

Delegate
Fernando António BIANCHI DE
AGUIAR
Secretary of State
Rural Development
Ministry of Agriculture, Rural
Development and Fisheries
Praça do Comércio
1149-010 Lisbon
Email: fbaguiar@maorp.gov.pt

Alternate

João ALBERGARIA
Assistant to Secretary of State
Rural Development
Ministry of Agriculture, Rural
Development and Fisheries
Praça do Comércio
1149-010 Lisbon
Tel: +351 21 323470819
Email: jbalbergaria@maorp.gov

**ROMANIA - ROUMANIE -
RUMANIA**

Delegate
Mrs Gabriela DUMITRIU
Deputy Permanent Representative
to FAO
Embassy of Romania
Via Nicolò Tartaglia 36
00197 Rome
Italy
Tel: +39 06 8073082
Fax: +39 06 8084995
Email: amdiroma@libero.it

SAN MARINO - SAINT-MARIN

Delegate
Mrs Daniela ROTONDARO
Permanent Representative of the
Republic of San Marino to FAO
Embassy of the Republic of San Marino
Via Eleonora Duse 35
00197 Rome
Italy
Tel: +39 068072511
Fax: +39 068070072
Email: ambsmarino@tin.it

**SERBIA AND MONTENEGRO
SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO
SERBIA Y MONTENEGRO**

Delegate
Goran ŽIVKOV
Assistant Minister for Economics,
Statistics and Policy
Ministry of Agriculture, Forestry and
Water Management of the
Republic of Serbia
22-26 Nemanjina Street
11000 Belgrade
Tel: +38111 3065 038
Fax: +38111 3616 272
Email: goran.zivkov@minpolj.sr.gov.yu

Alternates
 Mrs Ljiljana SIMOVIĆ
 Counsellor for International Relations
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Water Management of the
 Republic of Montenegro
 Trg Vektre
 Podgorica
 Fax: +381 81482364
 Email: ljiljanas@mn.yu

Ms Tatjana PAPIĆ
 Counsellor
 Ministry of International Economic
 Relations of Serbia and Montenegro
 State Union Serbia and Montenegro
 Bulevar Mihajla Pupina 2
 New Belgrade
 Fax: +381 11 3112761
 Email: tanja.papic@finfer.sv.gov.yu

SLOVAKIA – SLOVAQUIE ESLOVAQUIA

Delegate
 Marián RADOŠOVSKÝ
 State Secretary
 Ministry of Agriculture
 Dobrovičova 12
 812 66 Bratislava
 Tel: +421 2 59266288
 Fax: +421 2 59266294
 Email: eva.kolesarova@land.gov.sk

Alternates
 Milan PAKŠI
 Permanent Representative of
 the Slovak Republic to FAO
 Embassy of the Slovak Republic
 Via dei Colli della Farnesina 144
 00194 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 36715206
 Fax: +39 06 36715266
 Email: paksim@pobox.sk

Mrs Eva KOLEŠÁROVÁ
 Director
 Department of Foreign Relations
 Ministry of Agriculture
 Dobrovičova 12
 812 66 Bratislava
 Tel: +421 2 59266288
 Fax: +421 2 59266294
 Email: eva.kolesarova@land.gov.sk

Mrs Barbara HELLEBRANDTOVÁ
 National Secretary for Cooperation
 of the Slovak Republic with FAO
 Department of Foreign Relations of
 the Ministry of Agriculture
 Dobrovičova 12
 812 66 Bratislava
 Tel: +421 2 59266288
 Fax: +421 2 59266294
 Email: multila@land.gov.sk

Peter ŠIMKO
 Deputy Director
 Deputy National Secretary for WFS
 Food Research Institute
 Priemysel'ná 4
 824 75 Bratislava
 Fax: +421 2 55571417
 Email: milan.kovac@vup.sk

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Delegate
 Ms Irena MEGUSAR
 Counsellor to the Government
 Dunajska 56, 58
 SI-1000 Ljubljana
 Tel: +386 1 4789111
 Fax: +386 1 4789021
 Email: irena.megusar@gov.si

Alternate
 Mrs Bojana HOCEVAR
 Minister Plenipotentiary to FAO
 Permanent Representation of the
 Republic of Slovenia to FAO
 Via Francesco Pacelli, 14/b
 00193 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 39366972
 Fax: +39 06 39376906
 Email: antonhocevar@fastwebnet.it

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado
 Ernesto RÍOS LÓPEZ
 Representante Permanente Adjunto
 Representación Permanente de España
 ante la FAO
 Largo dei Lombardi 21
 00186 Rome
 Tel: +39 06 6878762
 Fax: +39 06 6873076
 Email: ernestorios@maparoma.191.it

Suplentes
 Francisco MARTÍNEZ ARROYO
 Representante Permanente Alterno
 Representación Permanente de España
 ante la FAO
 Largo dei Lombardi 21
 00186 Rome
 Italia
 Tel: +39 06 6878762
 Fax: +39 06 6873076
 Email: fmartinez@maparoma.191.it

Carlos Luis DE CUENCA Y ESTEBAN
 Subdirector General
 Planificación Alimentaria
 Ministerio de Agricultura, Pesca
 y Alimentación
 Paseo de la Infanta Isabel 1
 28071 Madrid
 Tel: +91 3475008
 Fax: +91 3475728
 Email: ccuencae@mapya.es

Sra Maria Cruz VEGA ÁLVAREZ
 Subdirectora General de Sistemas
 de Calidad Diferenciada
 Ministerio de Agricultura, Pesca
 y Alimentación
 Paseo de la Infanta Isabel 1
 28071 Madrid
 Tel: +91 3475394
 Fax: +91 3475410
 Email: mvegaalv@mapya.es

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Delegate
 Christer WRETBORN
 Deputy Director-General
 Ministry of Agriculture, Food and
 Consumer Affairs
 Fredsgatan 8
 SE-10333 Stockholm
 Tel: +46 8 4051000
 Fax: +46 8 206496
 Email: christer.wretborn@agriculture.ministry.se

Alternates
 Anders LÖNNBLAD
 Deputy Director-General
 Ministry of Agriculture, Food and
 Consumer Affairs
 Fredsgatan 8
 SE-10333 Stockholm
 Tel: +46 8 4051000
 Fax: +46 8 206496
 Email: anders.lonnblad@agriculture.ministry.se

Miss Anna CARLSSON
 Senior Administrative Officer
 Ministry of Agriculture, Food and
 Consumer Affairs
 Fredsgatan 8
 SE-10333 Stockholm
 Tel: +46 8 4051000
 Fax: +46 8 206496
 Email: anna.carlsson@agriculture.ministry.se

Ms Helena SIVARD ASKVIK
 Administrative Officer
 Ministry of Agriculture, Food and
 Consumer Affairs
 Fredsgatan 8
 SE-10333 Stockholm
 Tel: +46 8 4051000
 Fax: +46 8 206496
 Email:
anna.carlsson@agriculture.ministry.se

Michael ODEVALL
 Permanent Representative of Sweden
 to FAO
 Embassy of Sweden
 C.P. 7201
 00100 Roma-Nomentano
 Italy
 Tel: +39 06 441941
 Fax: +39 06 44194760
 Email:
michael.odevall@foreign.ministry.se

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué
 Anton KOHLER
 Chef du secrétariat suisse de la FAO
 Office fédéral de l'agriculture
 Mattehornhofstrasse 5
 CH-3003 Berne
 Tel: +41 31 3222562
 Email: anton.kohler@blw.admin.ch

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA - L'EX RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE – LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE MACEDONIA

Delegate
 Besir JAŠARI
 Deputy Minister
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Economy
 Ul. Leninova 2
 1000 Skopje
 Tel: +389 23 113307
 Fax: +389 23 230429

Alternates
 Mrs Lidija ČADIKOVSKA
 Director of IFAD Project in
 FYR of Macedonia
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Economy
 Ul. Leninova 2
 1000 Skopje

Mrs Irena BOGOEVSKA
 Chief of the Cabinet of the
 Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Water Economy
 Ul. Leninova 2
 1000 Skopje
 Tel: +389 23 113302
 Fax: +389 23 230429
 Email: ibogoevska@yahoo.com

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Delegate
 Mehmet CAGIL
 Undersecretary
 Ministry of Agriculture and
 Rural Affairs
 Milli Müdafı Caddesi No. 20
 Kizilay
 Ankara
 Fax: +90 3124179247
 Email: m.cagil@tmo.gov.tr

Alternates
 Nihat PAKDIL
 Director General of Protection
 and Control
 Ministry of Agriculture and
 Rural Affairs
 Akay Cad. No. 5
 Bakanlıklar
 Ankara
 Fax: +90 3124186318
 Email: nihatp@kkgm.gov.tr

Gülgönül BÜYÜKDORA
 Director of Section
 Department of Foreign Relations and
 EU Coordination
 Ministry of Agriculture and
 Rural Affairs
 Adem Yavuz Sokak No. 10
 Kizilay Ankara
 Fax: +90 3124251209
 Email: gbuyukdora@tarim.gov.tr

UKRAINE – UCRANIA

Delegate
 Victor SLAUTA
 Minister for Agrarian Policy
 Ministry of Agriculture
 Khreshchatyk Str. 24
 Kiev 01001
 Fax: +380 442262772
 Email: ministe@minapk.kiev.ua

Alternates
 Dmytro MELNYCHUK
 Rector and Professor
 National Agricultural University
 Heroyiv Oborony Str. 15
 Kiev 03041
 Tel: +380 442678244
 Fax: +380 442577155
 Email: Alla.Kravchenko@nauu.kiev.ua

Stanislav YEZHOF
 Second Secretary
 Ministry of Foreign Affairs

Yuri PYVOVAROV
 Premier Conseiller
 Embassy of Ukraine in France

Ms Iryna KOTELNETS
 Vice-rector of International
 Cooperation
 Sumy National Agrarian University
 160 Kirova Str.,
 Sumy
 Fax: +38 542 213472
 Email: kotelenetz@sau.sumy.ua

Mrs Alla KRAVCHENKO
 Assistant to Rector for International
 Affairs
 National Agricultural University of
 Ukraine
 Heroyiv Oborony Str. 15
 Kiev 03041
 Fax: +38 44 2577155
 Email: Alla.Kravchenko@nauu.kiev.ua

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO

Delegate

**OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION
OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES N'APPARTENANT PAS À LA RÉGION
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS QUE NO PERTENECEN
A LA REGION**

**UNITED STATES OF AMERICA –
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE –
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Delegate
Timothy WIDMER
Acting Director
European Biological Control Laboratory
Agricultural Research Service
U.S. Department of Agriculture
Montpellier
France

**OBSERVERS FROM UNITED NATIONS MEMBER STATES
OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS
DE LAS NACIONES UNIDAS**

**BELARUS – BÉLARUS –
BELARÚS**

Delegate
Igor YERMAKOV
Ambassade de la République
de Bélarus en France
38 bd Suchet
75016 Paris
France
Tel: +33 1 44146971
Fax: +33 1 44146970
Email: france@belembassy.org

**RUSSIAN FEDERATION
FÉDÉRATION DE RUSSIE
FEDERACIÓN DE RUSIA**

Delegate
Yury SCHCERBAKOV
Premier Secrétaire
Ambassade de Russie
40-50 Bd Lannes
Paris 16

Alternate
 Alexander TITARENKO
 Head of Division for
 Foreign Affairs of the
 Russian Federation
 Smolenskaya-Sennaya Sq., 32/34
 Moscow
 Email: dmo@mid.ru

HOLY SEE - SAINT-SIÈGE - SANTE SEDE

Delegate
 Mgr. Renato VOLANTE
 Observateur Permanent du Saint-Siège
 auprès de la FAO
 Mission Permanente d'Observation
 du Saint-Siège
 Palazzo S. Calisto
 I-00120 Cité du Vatican
 Rome
 Italie
 Tel: +39 06-698 87234
 Fax: +39 06-698 87195

**SOVEREIGN ORDER OF MALTA - ORDRE SOUVERAIN DE MALTE -
 ORDEN SOBERANA DE MALTA**

**REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
 REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
 REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS
 Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION (WMO)
 ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)
 ORGANIZACIÓN METEOROLÓGICA MUNDIAL (OMM)**

Delegate
 Mannava SIVAKUMAR
 Chief
 Agricultural Meteorology Division
 World Meteorological Organization
 7 bis, avenue de la Paix
 Case postale No. 2300
 CH-1211
 Genève 2
 Switzerland
 Fax: +41 22 7308042
 Email: msivakumar@wmo.int

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS (IGOs)
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES (OIGs)
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES (OIGs)

CIHEAM
(CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES
AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES)

Delegate
Bertrand HERVIEU
Secrétaire Général
11 rue Newton
75116 Paris
France
Tel: +33 1 53239100
Fax: +33 1 53239102
Email: hervieu@ciheam.org

Alternates
Roberto CAPONE
Administrateur Principal
CIHEAM
11 rue Newton
75116 Paris
France
Tel: +33 1 53239100
Fax: +33 1 53239102
Email: roberto.capone@ciheam.org

Gérard GHERSI
Directeur
Institut Agronomique Méditerranéen
3191 Route de Mende
34093 Montpellier Cédex 5
Tel: +33 04 67046000
Fax: +33 04 67542527
Email: sciuto@iamm.fr

EURAGRI

Delegate
 P.A.Th.J. WERRIJ
 Secretary General
 EURAGRI Office
 P.O. Box 9101
 6700 HB Wageningen
 The Netherlands
 Tel: +31 317485574
 Fax: +31 317485617
 Email: fons.werrij@wur.nl
euragri@wur.nl

IOOC

**(INTERNATIONAL OLIVE OIL COUNCIL
 CONSEIL OLÉICOLE INTERNATIONAL
 CONSEJO OLEICOLA INTERNACIONAL)**

Delegate
 Ahmed TOUZANI
 Director Ejecutivo en funciones
 Principe de Vergara 154
 28002 Madrid
 Spain
 Tel: +34 915 903638
 Fax: +39 915 631263
 Email: iooc@internationaloliveoil.org

**OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
 OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
 OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

AFFAO

(ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA FAO)

Marcel MAZOYER
 Vice Président
 Professeur émérite de l'INA P-G
 Villa No. 14
 76 rue Rene Hamon
 94800 Villejuif
 France
 Tel: +33 1 46784965

AIAB
(ITALIAN ORGANIZATION FOR
ORGANIC AGRICULTURE)

Andrea FERRANTE
 Via Piave 14
 00185 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 45437485
 Fax: +39 06 45437469
 Email: a.ferrante@aiab.it

ASUR
(APPUI AUX POPULATIONS DÉPLACÉES)

Frédéric BOURG
 Agropolis
 Avenue Agropolis
 34398 Montpellier
 Cédex 5
 Tel: +33 6 89881550
 Email: frederic.bourg@cirad.fr
contact@association-asur.org

Thierry LESCOT
 Attention Annie Maillard
 Agropolis
 34398 Montpellier Cédex 5
 Email: contact@association-asur.org
thierry.lescot@cirad.fr

Joseph WEY
 Recherche
 Tel: +33 1 467617198
 Email: joseph.vey@cirad.fr

CDG
(ITALIAN COMMITTEE CONSIGLIO
DIRITTI GENETICI)

Luca COLOMBO
 Via Panaro 14
 00199 Rome
 Italy
 Tel: +39 0645438276
 Email: colombo@consigliodirittigenetici.org

CER
(CENTRE FOR RURAL STUDIES AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT)

Shkelzen MARKU
 Executive Director
 Rruga Haxhi Sina Nr 4
 Tirana
 Albania
 Tel: +355 4 269915
 +355 682040761
 Email: marku@albaniaonline.net
marku@qsr-al.org

CFSI
(COMITÉ FRANÇAIS POUR LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE)

Yves BERTHELOT
 Président
 32 rue Le Peletier
 75009 Paris
 France
 Tel: +33 1 44838850
 Email: berthelot@cfsi.asso.fr

Ms Anne Laure CONSTANTIN
 Chargée de mission
 CFSI et Plate-forme pour des
 agricultures durables et solidaires
 32 rue Le Peletier
 75009 Paris
 France
 Tel: +33 1 44838850
 Email:
Plate-forme@agricultures-durables-solidaires.org

Pascal ERARD
 Chargé de plaidoyer
 32 rue Le Peletier
 75009 Paris
 France
 Tel: +33 1 44838850
 Email: erard@cfsi.asso.fr

**CNJA
(JEUNES AGRICULTEURS)**

François VANIER
Rue de la Boétie 14
75382 Paris
France
Tel: +33 1 42 651751
Fax: +33 1 47 426284
Email: f.vanier@terre-net.fr

Benjamin LAMMERT
Conseiller
Rue de la Boétie 14
75382 Paris
France
Tel: +33 1 42 651751
Fax: +33 1 47 426284
Email: blammert@jeunes-agriculteurs.fr

CONSUMERS INTERNATIONAL

Miss Irina DANADA
Representation and Policy Officer
Consumers International –
Office for Developed and
Transition Economies
24 Highbury Crescent
London N5 1 RX
UK
Tel: +44 20 72266663
Fax: +44 20 73540607
Email: idanada@consint.org

**CRUN
(COORDINATION RURALE UNION
NATIONALE)**

Bernard LANNES
Membre du Comité Directeur
B.P. 590
1 rue Darwin
32000 Auch Cedex 9
France
Tel: +33 5 62603283
Fax: +33 5 62601431
Email: bernard.lannes@coordinationrurale.fr

CSA
(COLLECTIF STRATÉGIES ALIMENTAIRES)

Alex DANAU
 184d Boulevard Leopold II
 1080 Bruxelles
 Belgium
 Tel: +32 24120660
 Fax: +32 24120666
 Email: alex.danau@csa-be.org

Daniel VAN DER STEEN
 Coordinateur
 Member of the Food Security Working Group of CONCORD
 (European NGO Confederation for Relief and Development)
 184 D, boulevard Léopold II
 1080 Bruxelles
 Belgium
 Tel: +32 24120663
 Fax: +32 24120666
 Email: daniel.vandersteen@csa-be.org

Gerard VIATTE
 Conseiller
 Le Cap Horn
 CH-1936 Verbier
 Tel: +41 27 7711772
 Email: gerard.viatte@ubiquando.com

EAAP/FEZ
(EUROPEAN ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION
FÉDÉRATION EUROPÉENNE DE ZOOTECHNIE,
FEDERACIÓN EUROPEA DE ZOOTECNIA)

Louis Aimé AUMAITRE
 Ingénieur Agronome
 Directeur de Recherche E2 à l'INRA
 Expert à l'AFSSA (France)
 Président de la Fédération Européenne de
 Zootechnie
 LA Aumaitre
 INRA 35 590 Saint Gilles
 France
 Fax: +33 2 23485041

FIAN-Austria
(FOOD FIRST INFORMATION)

Ms Gertrude KLAFFENBÖCK
 Section-Coordinator
 Laudongasse 40
 A-1080 Vienna
 Austria
 Tel: +43 1 4055515
 Fax: +43 1 4055519
 Email: fian-oe@oneworld.at

FIAN-Belgium

Jonas VANREUSEL
 Coordinator
 Rue Van Elewijck 35
 1050 Bruxelles
 Belgium
 Tel: +32 2 6408417
 Fax: +32 2 6408417
 Email: jonas@fian.be

FNAE
(FÉDÉRATION NATIONALE D'AGRICULTURE
ÉCOLOGIQUE)

Mihai CARBUNAR
 Oradea
 Str. Bumbacului nr. 34
 bl. D54, ap. 23, jud
 Bihor
 Romania
 Email: fnae1@hotmail.com

FNSEA
(FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS
D'EXPLOITANTS AGRICOLES)

Mlle Pauline RAUST
 Chargée d'études
 Production agricole
 11 rue de la Baume
 75008 Paris
 France
 Tel: +33 1 53834702
 Fax: +33 1 53834830
 Email: pauline.raust@fnsea.fr

Jean Pierre VAN RUYSKENSUELDE
Region Languedoc Roussillon

**GAIA
(HUNGARIAN COOPERATIVE FOR ORGANIC
FARMING)**

Geza VARGA
Director
Fo út. 87
2193 Galgaheviz
Hungary
Tel: +36 309219952
Fax: +36 28460014
Email: gaia@zpok.hu

GERMANWATCH

Ms Brigitta HERRMANN
Senior Adviser World Trade and
Food Issues
Referentin für Welthandel
Und Welternährung
Kaiserstrasse 201
53113 Bonn
Germany
Tel: +49 228 6049215
Fax: +49 228 6049219
Email: herrmann@germanwatch.org

**GRET
(GROUPE DE RECHERCHE ET
D'ÉCHANGES TECHNOLOGIQUES)**

Pascal BERGERET
Responsable de Programmes
Coordinateur du Pôle Environnement
et Développement Rural
213 Rue Lafayette
75010 Paris
France
Tel: +33 140056158
Fax: +33 140056110
Email: bergeret@gret.org

ICU
(INDEPENDENT CONSUMER UNION)

Eyub HUSEYNOV
 Director
 25/18 28th May Street
 Baku 370000
 Azerbaijan
 Fax: +99412 412833
 Email: eyub@consumer.baku.az

ICW
(INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN)

Mrs Lydie ROSSINI VAN HISSENHOVEN
 ICW Permanent Representative to FAO
 Via Thailandia 26
 00144 Rome
 Italy
 Tel: +39 065923993
 Fax: +39 065923993
 Email: lidia.rossini@virgilio.it

IDDR
(INSTITUT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DES RELATIONS INTERNATIONALES)

Laetitia LAMBERT
 Email: laetitialambert@hotmail.com

IPC for Food Sovereignty

Miss Beatrice GASCO VERDIER
 Liaison Office
 International NGO/CSO Planning
 Committee for Food
 Sovereignty
 Via Garibaldi 6
 01100 Viterbo
 Italy
 Tel: +39 0761 306589
 Fax: +39 0761 323990
 Email: lo@foodsovereignty.org

ITDG
(INTERMEDIATE TECHNOLOGY
DEVELOPMENT GROUP)

Patrick MULVANY
 Senior Policy Adviser
 Schumacher Centre
 Bourton
 Rugby CV23 9QZ
 UK
 Tel: +44 1926 634469
 Fax: +44 870 1275420
 Email: patrickmulvany@clara.co.uk

LEGAMBIENTE

Avelio MARINI
 Resp. Sviluppo Rurale
 Via Salaria 403
 00199 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 86268426
 Fax: +39 06 86268397
 Email: a.marini@mail.legambiente.com

NORWEGIAN DEVELOPMENT FUND

Aksel NAERSTAD
 Information Officer
 Hvalstauv 36A
 1395 Hvalstau
 Norway
 Tel: +47 22044739
 Fax: +47 22352060
 Email: Aksel@u-fondet.no

PAL
(PLATFORM ANDERE LANDBOUW)

Jaap SPAAN
 Member
 Zuiderdijk 46b
 1608 MV Wijdenes
 The Netherlands
 Tel: +31 229501253
 Fax: +31 229501069
 Email: jaapspaan@zonnet.nl

PLANÈTE SURVIE HUMAINE 3000

Yves BELLEKENS

Co-fondateur

Tel: +33 467922286

Email: ybellekens@hotmail.com**RIED****(RÉSEAU INTERNATIONAL D'EXPERTISE
POUR LE DÉVELOPPEMENT)**

Jean KOECHLIN

Président de RIED

19 Chemin de la Moutte

34170 Castelnau-le-laz

Tel: +33 4 67609631

Fax: +33 4 67609631

Email: jean.koechlin@ried-fr.org**ROTARY INTERNATIONAL**

Patrice WALLER

Rotary International

20 rue Ernest Deloison

92200 Neuilly S/S

France

Fax: +33 1 45049398

Email: patrice.waller@wanadoo.fr**SYNDICAT DE PAYSANS LIBRES
DE MARAMURES**

Gheorghe MURES-AN

Localité MIRESU-MARE

No 257 Département Maram

4826 Miresu-Mare

Romania

Tel: +40 262284291

VREDESEILANDEN

Gert ENGELN

Blijde inkomst straat 50

3000 Leuven

Belgium

Tel: +32 16 316580

Fax: +32 16 316581

Email: gert.engelen@vredeseilanden.be

**WERKGROEP VOOR EEN RECHTVAARDIGE
EN VERANTWOORDE**

Louis DE BRUYN

Président

Paleizenstraat 90

1030 Brussels

Belgium

Tel: +32 2 2036029

Email: louis.debruyn@pandora.be

**ZZ CNMR
(YOUNG FARMERS ASSOCIATION)**

Tomasz PANCZYSZYN

ul Kotarbinskiego 1 c/6

75352 Koszailin

Tel: +486 93076140

Email: zzcnmr@o2.pl

FAO STAFF
FONCTIONNAIRES DE LA FAO
FUNCIONARIOS DE LA FAO

Jacques Diouf	Director-General
Ms Jutta Krause	Regional Representative for Europe
Ms Maria Kadlecikova	Sub-regional Representative for Central and Eastern Europe
Randy Stringer	Chief, Comparative Agricultural Development Service, ESAC
Jean-Louis Jouve	Chief, Food Quality and Standards Service, ESNS
David Sedik	Policy Assistance Branch, REUP

CONFERENCE SECRETARIAT
SECRÉTARIAT DE LA CONFÉRENCE
SECRETARIAT DE LA CONFERENCIA

Ms Daniela Moro	Secretary, Regional Conference and ECA/Conference Affairs Officer
Gilles Hirzel	Information Officer
Michal Demes	Information Systems Officer
Raimund Jehle	Reports Officer

ANNEXE B

ORDRE DU JOUR**I. INTRODUCTION**

1. Cérémonie d'ouverture
2. Élection du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur: *pour décision*
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier: *pour décision* (ERC/04/1-Rev.1 et ERC/04/INF/2-Rev.1)

II. DÉCLARATIONS

4. Déclaration du Directeur général (ERC/04/INF/4)

III. POINTS DE DISCUSSION

5. Suivi du Sommet mondial de l'alimentation et du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*: Dimension régionales: *pour examen* (ERC/04/3)
6. Sécurité sanitaire et qualité des aliments en Europe: Aspects relatifs à la qualité, à l'équilibre nutritionnel, à l'importance des terres agricoles et au patrimoine culturel ("terroirs") (Conclusions de la trente-troisième session de la Commission européenne d'agriculture): *pour examen* (ERC/04/4, ERC/04/INF/10 et ERC/04/LIM/1)
7. Recherche agricole: son rôle et sa contribution au développement rural durable: *pour examen* (ERC/04/5 et ERC/04/5-Sup.1)
8. Examen de la Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région, l'accent étant mis sur la pauvreté rurale: *pour examen* (ERC/04/6)
9. Rapport sur les activités de la FAO dans la région, 2002-03: *pour examen et/ou information* (ERC/04/2)
10. Année internationale du riz, 2004: *pour information* (ERC/04/INF/5)
11. Programme visant à combler le fossé numérique rural, de façon à réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté: *pour information* (ERC/04/INF/6)
12. Initiative visant à revoir et à mettre à jour les stratégies et politiques nationales en matière d'agriculture, de développement rural et de sécurité alimentaire: *pour information* (ERC/04/INF/7)

IV. AUTRES QUESTIONS

13. Date, lieu et thème principal de la vingt-cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe: *pour décision*
14. Autres questions
15. Adoption du rapport
16. Clôture de la Conférence

ANNEXE C

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

(Introduction)

C'est avec un grand plaisir que je m'adresse à la vingt-quatrième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, qui se tient pour la première fois en France, dans la moderne et dynamique ville de Montpellier. Je voudrais au nom de l'Organisation et en votre nom à tous exprimer ma profonde gratitude au gouvernement français et aux autorités de la Région Languedoc-Roussillon pour avoir permis la tenue de cette Conférence ainsi que pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé.

(Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde)

Durant la première moitié des années 90, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a baissé de 37 millions. En revanche, durant la seconde moitié, il a augmenté de 18 millions. Les avancées positives dans un grand nombre de pays se heurtent à un recul dans plusieurs autres. En 1999-2001, il y avait 842 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, dont 798 millions dans les pays en développement, 34 millions dans les pays en transition et 10 millions dans les pays industrialisés. À ce rythme, l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de diminuer de moitié le nombre de personnes qui ont faim, avant 2015, ne sera atteint qu'en 2150.

En 2003, l'utilisation mondiale de céréales a avoisiné 1 milliard 970 millions de tonnes, dépassant la production de 100 millions de tonnes.

Les prix de nombreux produits d'exportation des pays en développement sont plus bas que jamais. Le café constitue un des exemples les plus spectaculaires, mais il en va de même pour le cacao, le sucre et la banane. En outre, 43 pays tirent d'un seul produit agricole plus de 20 pour cent de leurs recettes totales d'exportation et plus de 50 pour cent de celles des produits agricoles.

Après l'échec de la Conférence ministérielle de Cancún, les négociations ont repris à l'issue de la réunion du Conseil général de l'Organisation Mondiale du Commerce en décembre 2003. L'engagement à réaliser le Programme de Doha pour le développement dans le secteur agricole a été confirmé à la Table ronde organisée sur ce thème durant la trente-deuxième Conférence de la FAO, car une politique d'équité commerciale est indispensable au développement rural et à la sécurité alimentaire. À cet égard, le rôle du Comité des produits de la FAO est plus important que jamais. C'est dans ce cadre que je souhaite inviter les

représentants des ministères du commerce à la prochaine session de ce Comité en février 2005.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture doit promouvoir le développement agricole et la défense des revenus des agriculteurs dans tous les pays du monde. La FAO devrait être favorable à toutes les actions de nature à défendre la parité des revenus des agriculteurs avec ceux des travailleurs des secteurs secondaire et tertiaire. Il ne faut cependant pas que des mesures dans ce sens entraînent des distorsions sur le marché international des produits agricoles avec pour effet une dégradation des conditions de vie des agriculteurs des pays en développement, comme c'est le cas par exemple pour le coton.

Aux prix constants de 1995, l'aide extérieure au développement du secteur agricole est passée de 27 milliards de dollars EU à 10 ou 15 milliards au cours des années 90, alors qu'il faudrait doubler ce montant et accroître la part de l'agriculture dans les budgets nationaux pour accélérer sensiblement les progrès dans la réduction de la sous-alimentation.

(Tables rondes sur le financement du développement agricole)

C'est pour mobiliser de telles ressources financières que la FAO a décidé, notamment, d'organiser conjointement avec les banques régionales de développement, des tables rondes sur le financement de l'agriculture, en marge de chacune des Conférences régionales de 2004 dans les régions en développement.

(Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après)

Au cours du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après* de juin 2002 à Rome, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'accélérer la mise en application du Plan d'action du Sommet et ont appelé à la constitution d'une Alliance internationale contre la faim.

Des alliances nationales sont donc en création dans les pays membres pour mobiliser les gouvernements, les parlements, les ONG, la société civile, le secteur privé et les organisations professionnelles agricoles.

(Agriculture)

Les pays en développement doivent relever le défi de la productivité agricole et de la compétitivité des marchés pour améliorer leur sécurité alimentaire.

Actuellement, les sols subissent une dégradation accélérée, touchant 21 millions d'hectares de terres arables. Dans les zones arides et semi-arides qui couvrent 45 pour cent de la superficie de la planète, la gestion intégrée des terres, des eaux et des fertilisants peut diminuer sensiblement ce phénomène.

L'agriculture urbaine et périurbaine ainsi que les microjardins scolaires et familiaux permettraient d'améliorer rapidement l'état nutritionnel des groupes pauvres de la population avec des investissements relativement modestes. La FAO a entrepris de tels projets dans toutes les régions du monde, notamment avec les ressources du Programme de coopération technique et des fonds TeleFood.

Pour sa part, l'élevage fait vivre environ 800 millions de ruraux pauvres et permet de satisfaire 30 à 40 pour cent des besoins alimentaires totaux.

Les maladies transfrontières des animaux, comme les fièvres aphteuse, hémorragique et de la vallée du Rift, la peste porcine, la péripneumonie contagieuse bovine, et l'*influenza* aviaire, constituent des motifs de préoccupation pour le commerce et la santé publique. Pourtant, il y a des progrès certains dans ce domaine. La lutte contre les anciennes et les nouvelles épidémies est un défi majeur que la FAO et ses partenaires s'efforcent de relever dans le cadre du Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES).

Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture a été ratifié par 48 pays, dont douze européens, et entrera en vigueur le 29 juin 2004.

(Forêts)

Une réunion ministérielle sur la foresterie sera organisée à Rome en 2005, pour étudier les recommandations des Commissions régionales et prendre des décisions stratégiques sur l'avenir du secteur, notamment pour renforcer la lutte contre les incendies de forêts.

(Pêche)

Dans le secteur des pêches, près de 10 pour cent des stocks mondiaux de poisson sont épuisés et 18 pour cent sont surexploités, notamment du fait de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, de nouvelles technologies plus efficaces, et de la surcapacité des flottes de pêche. Cette situation est aggravée par l'absence de suivi et de surveillance des navires, notamment par satellite au moyen de radiobalises.

La FAO va donc convoquer une réunion des Ministres des pêches au siège de l'Organisation en 2005, pour relancer les actions nécessaires dans ce domaine.

(Développement agricole durable)

Dans le domaine de l'agriculture et du développement rural durable, la FAO procède à l'élaboration d'un projet de quatre ans pour les régions montagneuses.

La Conférence internationale des petits États insulaires en développement aura lieu à l'île Maurice en août 2004. La FAO participe activement à cette initiative, et va organiser une Conférence ministérielle sur le développement de l'agriculture des petits États insulaires, à Rome en 2005.

Les femmes, qui pourtant contribuent pour 60 pour cent à la production agricole dans les pays en développement, ont un accès inégal aux ressources productives. La FAO s'efforce de faire face à ce problème, en élaborant des indicateurs spécifiques pour des politiques appropriées.

(Situations d'urgence)

À la fin de 2003, 38 pays connaissaient des pénuries alimentaires graves nécessitant une assistance internationale. L'aide alimentaire en céréales est tombée à 7,4 millions de tonnes en 2001-2002, soit 23 pour cent de moins qu'en 2000-2001.

Huit millions de petits agriculteurs et de travailleurs agricoles sont décédés de VIH/SIDA entre 1985 et 2000 dans les 25 pays les plus touchés. La FAO participe à la lutte contre cette pandémie en procédant à des études d'impact sur la sécurité alimentaire et en développant des techniques de production agricole moins intensives en main d'œuvre.

(Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région)

*M. le Président,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

Cette Conférence a lieu à un moment historique pour l'Europe puisque très récemment dix nouveaux pays sont devenus membres de l'Union européenne.

L'Europe est une région caractérisée par une très grande diversité. Elle comprend certains des pays les plus avancés du monde ainsi que d'autres présentant un taux élevé de pauvreté. Parmi les facteurs ayant contribué à la progression de la pauvreté au cours des quinze dernières années, il faut citer les difficultés liées à la transition de systèmes centralement planifiés vers l'économie de marché, le déclin de la production agricole et agroalimentaire, et le chômage qui les a accompagnés. Dans les Balkans, cette situation a été encore aggravée par les conflits.

Pour la région, le taux de pauvreté estimé sur la base d'un revenu de moins de 2 dollars E.U. est de 21 pour cent et 5 pour cent de la population souffrent d'insécurité alimentaire. Ces taux sont plus faibles que dans la plupart des autres régions du monde mais les variations sont importantes entre les pays.

Entre 1998 et 2003, la production agricole a diminué d'environ 0,5 pour cent par an dans la région. La production agricole a surtout progressé dans les pays dit « en transition » qui ont pu achever rapidement une réforme agraire ou qui n'ont pas eu à effectuer de restructuration des exploitations agricoles, lorsque celles-ci faisaient déjà partie du secteur privé.

Pour la région, l'agriculture représentait 12 pour cent du Produit intérieur brut en 2001. La part des exportations agricoles dans les exportations totales était de 7,4 pour cent en 2002, pour un montant de 211 milliards de dollars E.U., contre 222 milliards pour les importations agricoles. Les 25 pays de l'Union européenne contribuent à plus de 90 pour cent de ces montants.

L'année 2003 n'a malheureusement pas été favorable à l'agriculture dans la plupart des pays de la région. La sécheresse, le gel, les inondations et d'autres problèmes tels que les infestations par les criquets et les rongeurs, ont entraîné une forte baisse de la production agricole notamment en Arménie, Bulgarie, Moldavie et Ukraine.

Au cours du dernier exercice biennal, six pays dans les Balkans et la Communauté des États indépendants ont reçu une aide d'urgence de la FAO en réponse à des crises ayant affecté le secteur agricole, pour un montant total d'environ 15 millions de dollars E.U., dont 2 millions de dollars au titre du Programme de coopération technique. La FAO a aussi contribué à la préparation des volets agricoles des Appels consolidés des Nations Unies lancés dans la région.

(Ordre du jour de la Conférence)

*Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,*

(Qualité des produits alimentaires)

L'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits alimentaires est un objectif important pour les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile de tous les pays de la région. Elle permettra d'assurer la santé publique de répondre aux attentes des consommateurs, et d'encourager le commerce local et international.

(Rôle de la recherche agricole dans le développement rural durable)

Le transfert et l'adoption de technologies appropriées sont des mesures indispensables pour intensifier de façon durable la production agricole. À cet égard, la promotion d'échanges, les partenariats régionaux et mondiaux, le renforcement des liens entre les instituts publics et privés de recherche, de vulgarisation, d'éducation et de communication, revêtent une grande importance pour l'Europe.

(Suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation)

La Conférence examinera aussi la suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation et les initiatives prises pour atteindre les objectifs du Sommet et ceux du Millénaire pour le développement. Elle reverra aussi les mesures prises dans le cadre du Programme de lutte contre la faim, du droit à une alimentation adéquate et de l'Alliance internationale contre la faim.

(Principaux défis et priorités pour le futur)

*Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Une attention particulière doit être portée aux pays les plus pauvres de la région, en particulier en Europe du sud-est et dans la Communauté des États indépendants, pour remédier à l'insécurité alimentaire et la pauvreté en milieu rural.

À cet égard, les priorités à long terme de la FAO en Europe, à l'horizon 2007, qui avaient été identifiées lors de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe il y a quatre ans, restent pertinentes. Ainsi, la région doit relever le défi de la pauvreté notamment en renforçant les moyens d'existence durables en zones rurales et la sécurité alimentaire. Elle doit aussi améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, et la gestion des ressources naturelles. Elle doit enfin renforcer ses institutions et faciliter la transition vers une économie de marché, notamment dans le secteur agricole.

Pour relever ces défis, la FAO travaille en collaboration étroite avec les partenaires au développement dans la région et avec les gouvernements de manière à répondre aux priorités

nationales telles qu'elles sont définies dans leurs politiques et stratégies de réduction de la pauvreté et les programmes correspondants.

En outre, le Centre d'investissement de la FAO coopère avec la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et d'autres institutions financières pour élaborer des projets pilotes de coopération technique. Ils pourront servir de modèles pour le développement durable et la modernisation du secteur agricole, et devenir des programmes de plus grande ampleur.

Je suis convaincu qu'avec la volonté politique appropriée, l'Europe peut relever les défis de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. L'Organisation continuera à fournir son appui aux gouvernements et aux partenaires régionaux pour la mise en œuvre de programmes cohérents et efficaces et pour la mobilisation de sources de financement internes et externes.

Je souhaite plein succès à vos travaux et je vous remercie de votre aimable attention.

ANNEXE D

**DÉCLARATION GÉNÉRALE DU REPRÉSENTANT DE LA CONSULTATION
ONG/OSC RELATIVE AU SUIVI DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION
ET DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: CINQ ANS APRÈS
ET À LA PROMOTION DU DROIT À L'ALIMENTATION**

Déclaration

Se référant à l'appel lancé à l'occasion du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après* en faveur d'un renforcement de la volonté politique et d'une augmentation des ressources financières destinées à éradiquer la faim et la malnutrition, les organisations qui ont participé à la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe, tenue avant la vingt-quatrième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, ont présenté aux délégations gouvernementales à cette conférence les points de vue et les enjeux décrits ci-après.

1. Mettre un terme à la faim et à la malnutrition

Nous demandons que les gouvernements respectent leur obligation de garantir à tous le droit à l'alimentation.

On ne peut accepter que 842 millions de personnes dans le monde et 13,8 millions en Europe soient victimes de sous-alimentation ou souffrent de la faim. Il est possible de mettre rapidement un terme à la faim et à la sous-alimentation. Il ne manque, pour cela, que la volonté politique des gouvernements. Dès lors, nous demandons que les gouvernements européens mettent immédiatement un terme à la sous-alimentation dans leur région et fassent tout leur possible pour contribuer à la lutte contre la faim dans le monde.

2. Il convient de reconnaître et d'adopter le principe de souveraineté alimentaire

Nous interpellons les gouvernements afin qu'ils reconnaissent et qu'ils adoptent le principe de souveraineté alimentaire. Nous demandons aux délégués de recommander que la FAO présente un rapport sur cette notion et sur les conséquences de l'adoption du principe de souveraineté alimentaire.

Par souveraineté alimentaire, on entend le droit des peuples à définir leur propre alimentation et leur agriculture; à protéger et à réglementer la production et les échanges agricoles nationaux de manière à atteindre des objectifs de développement durable; à déterminer leur degré d'autonomie; à restreindre le dumping de certains produits sur leurs marchés et à accorder aux communautés locales de marins-pêcheurs la priorité en matière de gestion de l'utilisation des ressources aquatiques et des droits y afférents. La souveraineté alimentaire ne va pas à l'encontre du commerce. Elle encourage au contraire l'élaboration de politiques et de pratiques commerciales allant dans le sens du droit des peuples à une production sûre, saine et viable sur le plan écologique.

Même si l'Europe compte de nombreuses initiatives positives et des exemples encourageants d'agriculture durable, dans l'ensemble des pays de la région, le développement de l'agriculture prend une direction aussi erronée que non viable. Caractérisée par des exploitations de plus en

plus vastes, l'utilisation de quantité colossales d'engrais et de pesticides chimiques, les monocultures, les machines lourdes, le drainage des eaux souterraines et un nombre de variétés qui ne cesse de se restreindre, l'agriculture industrialisée n'est pas viable. La rapide disparition des petites exploitations dans tous les pays européens est inquiétante et il convient d'inverser cette tendance. Les exploitations familiales s'appuyant sur un faible volume d'intrants et une production diversifiée destinée avant tout aux marchés locaux et nationaux représentent l'avenir de l'agriculture et tous les gouvernements doivent leur apporter un soutien sans faille.

Ce développement non viable de l'agriculture européenne a un rapport étroit avec la politique commerciale qui ne se fonde pas sur les besoins des personnes et sur l'environnement, mais bien sur la soif de profit des entreprises multinationales.

Les ONG et les OSC veulent insister sur le fait que la souveraineté alimentaire constitue le principe le plus important et le plus fondamental de toute politique agricole visant à lutter contre la faim et à développer une agriculture durable.

3. Une aide au développement renforcée sur les plans quantitatif et qualitatif

Nous demandons que le niveau de l'aide publique au développement (APD) émanant des pays de l'OCDE en Europe soit fortement revu à la hausse et nous interpellons les gouvernements pour qu'ils coopèrent avec les ONG et les OSC européennes et avec nos organisations partenaires dans les pays en développement pour améliorer la qualité de l'aide au développement.

Nous ne pouvons accepter que moins de 15 pour cent de l'aide publique au développement émanant des pays de l'OCDE soient consacrés à l'agriculture. Or, entre 60 et 90 pour cent de la population des pays en développement vivent à la campagne et dépendent directement de l'agriculture. Les agriculteurs représentent ainsi quelque 75 pour cent des victimes de la sous-alimentation et de la pauvreté extrême.

À l'heure actuelle, l'aide au développement n'est pas seulement utilisée pour éradiquer la faim et la pauvreté et promouvoir un développement durable, mais aussi, hélas, pour favoriser des politiques générales qui entraîneront une progression de la faim et de la pauvreté, feront reculer la biodiversité et provoqueront d'autres dégâts à l'environnement. Nous pouvons citer, en guise d'exemple, le poids accordé aux aliments génétiquement modifiés dans l'aide au développement. Nous insistons dès lors sur le fait que l'augmentation de l'aide au développement pour l'agriculture et le développement rural et le renforcement qualitatif de cette aide doivent aller de pair.

Une meilleure aide permet de soutenir les communautés locales et les organisations communautaires, notamment en assurant la reconnaissance de leurs droits politiques et en renforçant la capacité des populations à exprimer leurs opinions, à appliquer leurs propres modèles de développement et à participer de manière significative aux processus de développement. Une telle aide reconnaît que les besoins et les réalités des communautés rurales sont la base de toute solution à la faim et à la pauvreté. L'aide au développement doit s'appuyer sur les connaissances locales et traditionnelles et sur une participation réelle.

4. Réforme agraire et accès aux ressources naturelles

Nous demandons aux gouvernements d'Europe et à la FAO d'appuyer le travail des mouvements sociaux, des ONG et des gouvernements en faveur de réformes agraires et de garantir aux agriculteurs le droit et l'accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux autres ressources de production.

Pour éradiquer la faim, la sous-alimentation et la pauvreté, il est nécessaire d'entreprendre des réformes agraires dans bien des pays en développement et de garantir aux agriculteurs le droit et l'accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux autres ressources de production. Or les orientations générales adoptées par certains gouvernements et certaines institutions internationales vont à l'encontre de ce principe. Il faut donc que cette situation change de toute urgence. C'est pourquoi nous demandons aux États Membres de l'Union européenne, qui sont sur le point d'adopter les directives sur les politiques agraires pour la coopération au développement, qu'ils organisent une vaste consultation régionale avec la participation des ONG-OSC afin de garantir l'effet redistributif des réformes agraires et la prise en compte des catégories vulnérables et de leur droit fondamental à la terre.

5. Rôle de la société civile dans la lutte contre la faim et nouveau modèle de gouvernance pour le système des Nations Unies

Le Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après* a reconnu que les OSC avaient un rôle fondamental à jouer dans l'éradication de la faim. La FAO a admis le principe d'autonomie et d'autogestion dans ses rapports avec les OSC et en particulier avec le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire.

La FAO doit profiter de cet élan et assurer l'intégration structurelle des OSC dans les activités normatives et opérationnelles de l'Organisation. Elle doit en outre permettre aux OSC de participer à l'ensemble des processus décisionnels, de manière à garantir une nouvelle gouvernance au sein du système des Nations Unies.

6. Promouvoir le droit à l'alimentation

Compte tenu du fait que

- la plupart des États présents à la Conférence régionale sont parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et ont dès lors décidé d'assumer les devoirs et les obligations qui en découlent;
- ces États se sont plus particulièrement engagés à garantir à toutes les personnes présentes sur leur territoire le plein exercice du droit à l'alimentation;
- les États ont également décidé de collaborer étroitement avec d'autres pays en faveur du plein exercice de ce droit dans tous les pays;

Compte tenu du fait que

- dans la Déclaration finale du Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, les États Membres de la FAO sont convenus d'élaborer des "Directives volontaires à l'appui de la concrétisation du droit à une alimentation adéquate";
- le projet qui fait actuellement l'objet de négociations ouvre des perspectives de renforcement du droit à l'alimentation et d'éradication de la faim et de la sous-alimentation, mais qu'il présente toujours des faiblesses;

Nous, participants à la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe, organisé à l'occasion de la vingt-quatrième Conférence régionale de la FAO,

- dénonçons la position des États qui tentent d'édulcorer le texte des Directives volontaires et d'en atténuer les objectifs et la portée;
- regrettons que l'Union européenne n'ait rien fait, jusqu'à présent, pour endiguer cette tendance. Nous en appelons à tous les pays européens pour qu'ils apportent un soutien ferme à l'application du droit à l'alimentation, notamment en ce qui concerne *les éléments suivants*:

Éléments:

- Dans les Directives volontaires, les pays doivent faire explicitement référence au fait que les États doivent respecter, défendre, remplir et observer leur obligation de mettre en œuvre progressivement le droit à l'alimentation.
- Il ne doit y avoir aucun retour en arrière par rapport à la teneur des textes juridiques internationaux déjà acceptés. Aucune expression utilisée dans les Directives volontaires ne doit nier la justiciabilité du droit à l'alimentation en tant que principe fondamental. Le droit à l'alimentation impose par ailleurs aux États des obligations extraterritoriales qu'il convient de reconnaître.
- Les Directives volontaires doivent établir une distinction entre les pays parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les autres.
- La stratégie nationale doit se fonder sur une évaluation des causes de la faim.
- Les stratégies nationales doivent inclure un certain nombre d'éléments essentiels, comme l'identification des catégories vulnérables, l'amélioration de l'accès aux ressources de production (terre, eau, semences et ressources halieutiques, entre autres), une plus grande facilité de recours judiciaire pour toutes les personnes, en particulier les plus vulnérables.
- Les autres stratégies nationales (lutte contre la pauvreté, développement rural, etc.) ne doivent pas freiner les États ou restreindre leur capacité à concrétiser le droit à l'alimentation. Les États doivent également prévoir la participation des OSC-ONG à l'élaboration et au suivi de la stratégie nationale.
- Les États ne doivent pas contribuer aux violations du droit à une alimentation adéquate. Ils doivent réglementer et contrôler les activités des tiers de manière à les empêcher de bafouer le droit à une alimentation adéquate des personnes vivant sur leur territoire.

Les pays européens membres de la FAO doivent reconnaître les ***obligations internationales*** énoncées dans les Directives volontaires:

- Il faut éviter, en tant que tel, tout risque que les politiques générales nationales influent négativement sur l'application du droit à l'alimentation dans un État tiers.
- Les États membres de différentes organisations internationales doivent veiller à la cohérence des politiques et des programmes de ces organisations et à ce qu'ils ne privent pas les citoyens d'autres pays de leur droit à une alimentation adéquate. En cas d'exigences contradictoires, les Directives volontaires doivent clairement stipuler que les obligations en matière de droits de l'homme (le droit à une alimentation adéquate) priment sur les autres engagements des États parties.

- Les Directives volontaires doivent reconnaître que le droit à l'eau constitue un élément essentiel du droit à une alimentation adéquate et du droit à la santé.
- Il convient de reconnaître les risques éventuels liés au commerce et de veiller à ce que le commerce n'ait pas d'incidences négatives sur l'application du droit à l'alimentation.
- De même, les sanctions internationales ne doivent entraver le droit à une alimentation adéquate d'aucun pays.
- Enfin, le suivi de la mise en œuvre des Directives volontaires doit être prévu de manière explicite.

Nous insistons auprès des États européens pour que ces questions soient dûment prises en considération dans le texte final des Directives volontaires.

ANNEXE E

DÉCLARATION GÉNÉRALE DU REPRÉSENTANT DE LA CONSULTATION ONG/OSC RELATIVE À LA SÉCURITÉ SANITAIRE ET LA QUALITÉ DES ALIMENTS EN EUROPE

Nous consommateurs, agriculteurs, représentants du monde rural, d'organisations environnementales et d'organisations de solidarité internationale de toute l'Europe, avons débattu du thème particulièrement intéressant mais aussi très vaste que celui de la qualité alimentaire et de la sécurité sanitaire.

En accord avec le texte qui vous est proposé par la FAO sur le sujet, nous définissons la qualité comme étant l'adéquation entre les caractéristiques d'un produit et les besoins, exprimés ou implicites, objectifs ou symboliques, du consommateur.

L'accès à une alimentation de qualité, et en quantité suffisante, est un droit fondamental. Nous vous demandons solennellement que le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire soient reconnus et défendus par la FAO et ses membres européens.

Chaque pays, ou groupe de pays, a le devoir de fournir à ses habitants l'alimentation que ceux-ci demandent. Au nom du principe de souveraineté alimentaire, nous déclarons que chaque nation a le droit de décider de son approvisionnement en termes d'origine, de mode de production, de normes sociales et environnementales. Le devoir des pouvoirs publics, votre devoir, est de mettre en place les politiques et les instruments appropriés pour satisfaire à ces exigences et de revendiquer leur légitimité dans les négociations à l'OMC.

1. UN MODELE EUROPEEN DE CONSOMMATION

Nous revendiquons le maintien et l'approfondissement du modèle européen de consommation, basé sur la qualité et la diversité, hérité du savoir-faire des producteurs, des traditions et des terroirs. Nous faisons en même temps le constat que le modèle de production agricole en vigueur ne correspond pas toujours à nos attentes.

Les normes actuelles, fixées sous l'influence d'oligopoles du commerce, de la transformation et de la distribution, conduisent à une détérioration des saveurs, à une disparition de la diversité des produits et à une standardisation des modes de consommation qui ont un impact négatif sur le bien-être, la santé des consommateurs.

En outre, les politiques commerciales et agricoles mises en place sous l'impulsion de l'OMC tendent à un alignement des prix des produits agricoles sur ceux des producteurs les moins-disants planétaires, qui dans de nombreux cas exploitent la main d'œuvre et l'environnement. Ces prix, généralisés aux agriculteurs européens, ne permettent pas de rémunérer leur travail et les conduisent à abandonner leur métier. De plus, certaines entreprises de l'agro-industrie, à la recherche d'un prix encore plus bas, font des choix dangereux qui ne permettent pas de répondre aux attentes des consommateurs et à mettre en péril leur santé.

Nous demandons aux Etats membres et à la FAO:

- une participation des organisations de producteurs et de consommateurs à la fixation des normes alimentaires au niveau du *Codex alimentarius* comme à la définition européenne, nationale et régionale des normes alimentaires.
- de soutenir les actions d'éducation et d'information, notamment sur le goût des produits, qui permettent le dialogue direct entre consommateurs et agriculteurs.
- de mettre en place des règles pour que l'étiquetage des produits alimentaires soit rendu plus clair et plus pertinent pour les consommateurs de tous les pays européens, afin qu'ils puissent choisir leurs aliments en connaissance de cause et ainsi orienter le mode de production grâce à leur acte d'achat.
- de faire reconnaître et protéger les indications géographiques et appellations d'origine au plan international. Ils sont une des fortes composantes du modèle alimentaire européen et le reflet de notre culture, de notre histoire, de nos territoires et des femmes et des hommes qui les font vivre.

2. LE MODELE D'AGRICULTURE FAMILIALE

Nous demandons que le modèle d'agriculture familiale soit défendu car il est seul capable de répondre aux exigences du modèle alimentaire et de la multifonctionnalité que nous défendons. Cela se traduit par la mise en place d'une politique agricole basée sur une régulation de l'offre, en adéquation avec la consommation interne, une protection aux frontières qui permette de garantir des prix rémunérateurs aux producteurs, un arrêt de l'exportation des produits subventionnés qui dépriment les marchés des pays en développement. Nous demandons qu'au nom du principe de souveraineté alimentaire, n'importe quel pays ou groupe de pays puisse mettre en place ce type de politique.

De plus, pour les cultures d'exportation (café, cacao, coton, sucre, banane...) qui permettent aux pays les moins avancés, notamment les ACP, d'acquérir les ressources financières nécessaires à leur développement, nous demandons qu'une gestion de l'offre soit mis en place au niveau mondial pour leur permettre d'accéder à des prix rémunérateurs.

C'est uniquement de cette façon que vous pourrez réaliser l'objectif que vous vous êtes assigné: éradiquer la faim dans le monde.

3. Une politique de prix rémunérateurs

Une politique de prix rémunérateurs serait la meilleure garantie pour un élargissement harmonieux et respectueux des nouveaux membres de l'Union européenne, car elle permettrait de dégager des ressources financières nécessaires au développement des infrastructures et de l'économie et au soutien des exploitations agricoles familiales et entreprises locales de transformation.

Une politique de prix est également réaliste pour les consommateurs: une augmentation de 25% des prix agricoles n'entraînerait qu'un surcoût de 1 à 2 % pour le consommateur. Ce simple constat nous questionne sur la répartition de la valeur ajoutée dans les filières agricoles. Producteurs et consommateurs ne sont ils pas les otages des intérêts de la grande distribution ? Nous devons entreprendre des démarches communes pour rééquilibrer le rapport de force avec la grande distribution.

4. LA REFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Les organisations présentes sont particulièrement insatisfaites de l'orientation actuelle de la politique agricole commune de l'Union européenne. La réforme adoptée à Luxembourg en juin 2003 va à l'encontre du modèle que nous défendons. La baisse des prix, assortie d'aides découplées, est une négation de la valeur du travail des paysans. Cette réforme est en outre une supercherie pour continuer le dumping sur les marchés intérieurs comme internationaux. De plus, dans les zones défavorisées de l'Union européenne, cela conduira certainement à la désertification, perte irréversible de territoires et de savoir-faire.

5. CONCLUSION

Pour perpétuer le modèle alimentaire et agricole européen diversifié, il faut que les jeunes soient attirés par le métier d'agriculteur et aient des perspectives en terme de revenu et de reconnaissance sociale.

La seule politique qui réunisse tous les avantages que j'ai évoqués devant vous doit impérativement être définie avec les consommateurs, les agriculteurs, les représentants du monde rural, d'organisations environnementales et des organisations de solidarité internationale de toute l'Europe. C'est la seule façon de faire se rencontrer nos exigences respectives.

C'est cette politique que nous vous proposons et appelons de nos vœux.

ANNEXE F

**DÉCLARATION GÉNÉRALE DU REPRÉSENTANT DE LA CONSULTATION
ONG/OSC RELATIVE À LA RECHERCHE AGRICOLE ET SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

La recherche en agriculture en Europe développe majoritairement une approche réductionniste orientée pour servir une agriculture et une alimentation industrielle. L'obligation d'homogénéité, d'économie d'échelle et de rentabilité des résultats a éloigné les paysans des consommateurs. Elle est peu soucieuse de l'environnement. Les choix technologiques de la recherche sont nuisibles à la santé et à l'environnement et le suivi des risques n'est pas assumé. A l'échelle de l'Europe, le cadre législatif sur les OGM doit être homogénéisé et amélioré en incluant des lois sur la responsabilité des obtenteurs de brevets et des autorités gouvernementales ayant autorisé les OGM.

On ne nourrira pas la planète avec une agriculture industrielle. Il est urgent de valoriser plutôt la diversité des milieux, des terroirs, les pratiques paysannes, la diversité du vivant et la diversité des sociétés humaines. L'agriculture paysanne, la sélection et l'innovation paysanne jouent ici un rôle central. Les savoirs paysans sont aujourd'hui limités par les réglementations sur la propriété intellectuelle (UPOV et brevet), les obligations d'inscription au catalogue de semences distinctes, homogènes et stables (DHS). Ces savoirs ont besoin d'être réhabilités vulgarisés, socialisés. La recherche ici peut jouer un rôle pour faciliter et vulgariser les savoirs paysans et à partir d'une approche systémique et participative, avec les agriculteurs, les consommateurs, le tiers-secteur scientifique composé d'associations ayant acquis une compétence, et les autres acteurs sociaux.

La recherche agricole européenne est dominée aujourd'hui par la biotechnologie. La Banque mondiale à travers le FEM favorise une approche libérale des OGM dans les cadres législatifs des pays de l'Europe de l'Est et les autres pays du Sud.

Il paraît impossible de réformer le système CGIAR (Groupe Consultatif pour la Recherche Agronomique Internationale) de l'intérieur, car il est conçu et structuré pour appuyer le développement d'une conception industrielle de l'agriculture. Cette rigidité institutionnelle semble renforcée par la rigidité de scientifiques et de techniciens trop spécialisés dans leur formation et peu compétents pour affronter une réalité complexe. Aussi nous constatons une résistance forte du monde scientifique à sortir de ce schéma.

Il existe une quantité très importante d'initiatives et de projets alternatifs au système dominant industriel, notamment en agroécologie. Ces travaux qui sont la démonstration de la réussite d'une agriculture paysanne n'ont pas été capitalisés et vulgarisés. La mise en place d'équipes multisectorielles de recherche développant une approche holistique est fondamentale pour favoriser une agriculture agroécologique (qui inclut l'agriculture biologique) et paysanne si elle sait associer tous les acteurs.

En conclusion la société civile demande fermement aux gouvernements en relation avec la FAO

1. Les produits de la recherche agricole ne doivent pas être brevetés et aucune priorité ne doit être donnée aux technologies du génie génétique.
2. La FAO doit établir le cadre de référence pour la recherche agricole internationale fondée sur les savoirs paysans et à partir d'une approche systémique et participative, avec les agriculteurs, les consommateurs et les autres acteurs sociaux.
3. Les gouvernements doivent donner la priorité financière à la réalisation de ces programmes.
4. La FAO veut élargir son système de gouvernance. La société civile organisée souhaite que cela se prolonge dans le domaine de la recherche agricole. La FAO apparaît comme la seule organisation des Nations-Unies capable de prendre en charge une nouvelle orientation de la recherche agricole systémique et centrée sur une agriculture paysanne et conduite sur un vrai processus participatif.
5. Une ligne de budget spécifique à l'agriculture agroécologique, qui peut servir de voie d'entrée à cette nouvelle approche. Le partage d'expérience, l'information et la formation doivent faire partie d'une stratégie de renforcement des capacités.
6. La FAO doit promouvoir, en relation avec la recherche agricole, la question de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire dans l'ensemble des accords multilatéraux sur l'environnement et dans les plans stratégiques de réduction de la pauvreté.
7. Il faut que la FAO protège la recherche des paysans et la biodiversité contre les restrictions imposées par les Accords sur les Droits de Propriété Intellectuelle au Commerce (ADPIC) de l'OMC. Dans la mise en œuvre du Traité International sur les ressources phytogénétiques pour l'agriculture et l'alimentation, les gouvernements doivent assurer que les ressources génétiques ne seront pas brevetées et resteront disponibles librement pour les agriculteurs.

Membres de la FAO dans la région européenne (novembre 2003)

Albanie	France	Norvège
Allemagne	Géorgie	Pays-Bas
Arménie	Grèce	Pologne
Autriche	Hongrie	Portugal
Azerbaïdjan	Irlande	République tchèque
Belgique	Islande	Roumanie
Bosnie-Herzégovine	Israël	Royaume-Uni
Bulgarie	Italie	Saint-Marin
Chypre	Lettonie	Serbie et Monténégro
Communauté européenne (Organisation membre)	L'ex Rép.youg.de Macédoine	Slovaquie
Croatie	Lituanie	Slovénie
Danemark	Luxembourg	Suède
Espagne	Malte	Suisse
Estonie	Moldova	Turquie
Finlande	Monaco	Ukraine

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Europe

Première	- Rome (Italie), 10-15 octobre 1949
Deuxième	- Rome (Italie), 10-15 octobre 1960
Troisième	- Rome (Italie), 8-13 octobre 1962
Quatrième	- Salzbourg (Autriche), 26-31 octobre 1964
Cinquième	- Séville (Espagne), 5-11 octobre 1966
Sixième	- Saint Julian (Malte), 28-31 octobre 1968
Septième	- Budapest (Hongrie), 21-25 septembre 1970
Huitième	- Munich (Rép. fédérale d'Allemagne), 18-23 septembre 1972
Neuvième	- Lausanne (Suisse), 7-12 octobre 1974
Dixième	- Bucarest (Roumanie), 20-25 septembre 1976
Onzième	- Lisbonne (Portugal), 2-7 octobre 1978
Douzième	- Athènes (Grèce), 22-27 septembre 1980
Treizième	- Sofia (Bulgarie), 4-8 octobre 1982
Quatorzième	- Reykjavik (Islande), 17-21 septembre 1984
Quinzième	- Istanbul (Turquie), 28 avril-2 mai 1986
Seizième	- Cracovie (Pologne), 23-26 août 1988
Dix-septième	- Venise (Italie), 3-7 avril 1990
Dix-huitième	- Prague (Tchécoslovaquie), 24-28 août 1992
Dix-neuvième	- Killarney (Irlande), 6-10 juin 1994
Vingtième	- Tel-Aviv (Israël), 29 avril-3 mai 1996
Vingt et unième	- Tallinn (Estonie), 25-29 mai 1998
Vingt-deuxième	- Porto (Portugal), 24-28 juillet 2000
Vingt-troisième	- Nicosie (Chypre), 29-31 mai 2002
Vingt-quatrième	- Montpellier (France), 5-7 mai 2004